



Message aux actionnaires pour le premier trimestre de 2009

www.cibc.com/francais

Le 26 février 2009

Message du président et chef de la direction

Sommaire des résultats du premier trimestre

La Banque CIBC a annoncé un bénéfice net de 147 M\$ pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2009, comparativement à une perte nette de 1 456 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 0,29 \$, par rapport à la perte diluée par action de 4,39 \$ du premier trimestre de 2008. Le bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) était de 0,31 \$¹, en regard de la perte diluée par action (comptabilité de caisse) de 4,36 \$¹ affichée à la période correspondante de 2008.

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la CIBC et le ratio du total des fonds propres se sont inscrits respectivement à 9,8 % et 14,8 % au 31 janvier 2009.

Les résultats pour le premier trimestre de 2009 ont été influencés par les éléments d'importance suivants qui, regroupés, ont donné lieu à une incidence négative représentant 1,36 \$ par action :

- une perte de 708 M\$ (483 M\$ après impôts, ou 1,27 \$ par action) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- un montant de 94 M\$ (64 M\$ après impôts, ou 0,17 \$ par action) représentant l'incidence positive de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille de dérivés de crédit de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises;
- une perte de 92 M\$ (51 M\$ après impôts, ou 0,13 \$ par action), liée à l'évaluation à la valeur du marché, sur les couvertures de baux adossés;
- des pertes ou des baisses de valeur de 87 M\$ (52 M\$ après impôts, ou 0,14 \$ par action) liées au portefeuille de Banque d'affaires;
- une perte de change de 48 M\$ (gain de 4 M\$ après impôts, ou 0,01 \$ par action) sur le rapatriement de bénéfices non répartis.

En outre, les résultats du premier trimestre ont été influencés par la hausse du revenu net tiré des activités de négociation du groupe Trésorerie. Les gains réalisés au titre des valeurs disponibles à la vente ont été plus élevés et ont

plus que contrebalancé les résultats plus faibles découlant des positions relatives au taux d'intérêt. Les revenus nets tirés de ces activités au premier trimestre de 2009 ont été plus élevés d'environ 60 M\$ que les revenus nets trimestriels moyens de 2008.

Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2009 se comparait au bénéfice net de 436 M\$ du trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action et le bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) du premier trimestre de 2009 se comparait au bénéfice dilué par action de 1,06 \$ et au bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) de 1,09 \$¹ du trimestre précédent, qui englobaient des éléments d'importance qui, regroupés, ont eu une incidence négative de 0,48 \$ par action sur les résultats.

Alors que le secteur des services financiers à l'échelle mondiale continue d'être aux prises avec des conditions difficiles, la Banque CIBC manœuvre dans ce contexte en maintenant le cap sur les fonds propres et sur la solidité globale du bilan et en continuant à positionner ses activités essentielles de façon à assurer un rendement constant et durable.

Le point sur les priorités d'entreprise

Solidité du capital

La Banque CIBC continue de prioriser la solidité du capital, un domaine clé qui requiert une attention particulière en raison du contexte défavorable à l'échelle mondiale.

Au début de février, nous avons conclu l'émission de nouvelles actions privilégiées annoncée en janvier. L'émission a consolidé la position du compte capital puisqu'elle a permis de recueillir un produit brut de 325 M\$. Sous l'effet de cette opération, le ratio des fonds propres de première catégorie de la CIBC et le ratio du total des fonds propres se sont établis respectivement à 10,1 %¹ et 15,1 %¹ à la fin du premier trimestre.

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la CIBC dépasse nettement notre cible de 8,5 % et les exigences minimales de 7,0 % en matière de fonds propres réglementaires. Notre capital, l'un des plus solides parmi les grandes banques commerciales nord-américaines, procure à la CIBC une assise robuste pour l'avenir.

Solidité de l'entreprise

Marchés de détail CIBC a inscrit un bénéfice net de 562 M\$, une baisse de 660 M\$ en regard du premier trimestre de 2008.

Les revenus de 2,4 G\$ ont été légèrement plus élevés qu'au premier trimestre de 2008. La croissance des volumes et la hausse des revenus générés par FirstCaribbean International Bank ont été neutralisées par le rétrécissement des marges et l'incidence du recul des marchés des actions.

Les frais ont fléchi, passant de 1 353 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent à 1 305 M\$, en raison surtout de la diminution de la rémunération liée au rendement et de la gestion efficace des coûts.

Les pertes sur créances ont atteint 327 M\$, une hausse par rapport à 189 M\$ à la même période de 2008 attribuable principalement aux augmentations du portefeuille de cartes. Ces pertes ont découlé de l'augmentation du nombre de radiations nettes et de faillites et de la hausse des provisions découlant de la croissance des comptes en souffrance attribuable à la détérioration de la conjoncture économique.

Dans le contexte actuel, nous nous attachons à réaliser un équilibre entre la croissance et le contrôle des frais et la rigueur en matière de crédit. Cette position prudente engagera nos activités de détail sur la voie du succès à long terme.

Au cours du premier trimestre de 2009, Marchés de détail CIBC a continué d'investir dans notre réseau afin d'améliorer notre expertise-conseil pour le compte de nos clients :

- dans le cadre d'un programme d'investissement quinquennal dans les centres bancaires de 280 M\$, la Banque CIBC a ouvert deux nouveaux centres bancaires, l'un au centre-ville de Toronto et l'autre, dans le Lower Mainland à Vancouver, et a réouvert un centre bancaire qui a fait l'objet de rénovations et d'un agrandissement à Scarborough en Ontario;
- nous avons entrepris la première phase d'un plan pluriannuel visant le remplacement systématique de notre réseau de plus 3 700 GAB par un réseau de nouvelles machines à la fine pointe, moins énergivores et dotées des plus récentes améliorations en matière de technologie, d'accessibilité et de sécurité;
- la CIBC a reçu, pour une quatrième fois, le prix d'excellence de la qualité du service des centres d'appels 2008 pour les opérations en libre-service effectuées par téléphone, prix qui est décerné par Service Quality Measurement (SQM) Group Inc.

Au cours du trimestre, la CIBC a également réalisé des progrès à l'égard de sa priorité stratégique, qui est d'offrir des produits et services concurrentiels axés sur les clients.

- nous avons été parmi les premiers à offrir sur le marché la préinscription au nouveau compte d'épargne libre d'impôt;
- nous avons offert à un plus grand nombre de détenteurs de la carte de crédit de la CIBC la nouvelle technologie de carte à puce qui accroît la sécurité et réduit les cas de fraude. À la fin du trimestre, plus de un millions de cartes à puce de la CIBC avaient été distribuées.

Marchés mondiaux CIBC a constaté une perte nette de 413 M\$ pour le premier trimestre, en regard d'un bénéfice net de 133 M\$ pour le quatrième trimestre de 2008. Les résultats du trimestre précédent englobaient une économie d'impôts prévue de 486 M\$ liée à Enron.

Les revenus de (368 M\$) se comparaient avec les revenus de (318 M\$) du trimestre précédent. La montée des revenus générés par les activités courantes de Marchés mondiaux CIBC sur les marchés financiers et par les services financiers aux entreprises et les services de banque d'affaires, combinée à la diminution des rajustements de valeur des positions de négociation que nous continuons de gérer à la baisse, a été plus que neutralisée par les pertes plus élevées liées aux activités de crédit structuré en voie de liquidation, les gains plus faibles générés par le programme de couverture des prêts aux entreprises et les pertes sur les couvertures de baux adossés liées à l'évaluation à la valeur du marché.

Les frais de 267 M\$ ont reculé par rapport aux 288 M\$ du trimestre précédent. La baisse des frais d'occupation, des honoraires et des charges de projet a été partiellement contrebalancée par la hausse de la rémunération liée au rendement.

Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises continue de faire bonne figure, puisque les pertes sur créances se sont chiffrées à 19 M\$ au premier trimestre.

Au cours du trimestre, nous avons progressé au chapitre de la réduction des positions au sein de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation :

- nous avons résilié des dérivés de crédit vendus d'un montant de 1,8 G\$ US de nos portefeuilles de corrélation et de négociation en voie de liquidation;
- l'amortissement normal a réduit de 126 M\$ US le montant nominal de référence de la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers;
- nous avons racheté des contrats liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation avec un garant financier, ce qui a eu une incidence négligeable sur le bénéfice de la CIBC pour le trimestre.

Au 31 janvier 2009, la juste valeur, déduction faite des rajustements de valeur, de la protection souscrite auprès des garants financiers s'établissait à 2,4 G\$ (1,9 G\$ US). La conjoncture économique et les conditions du marché liées à

ces garants financiers pourraient changer à l'avenir, ce qui pourrait engendrer des pertes futures importantes.

Au cours du trimestre, la solidité de Marchés mondiaux CIBC s'est manifestée dans plusieurs réalisations notables :

- nous avons agi à titre de conseiller financier exclusif auprès de George Weston limitée pour la vente de ses actifs américains des produits de boulangerie frais dans le cadre d'une opération évaluée à 2,5 G\$ US, et auprès de Teranet Income Fund au moment de sa vente à Borealis Infrastructure Management dans une opération évaluée à 2,0 G\$;
- nous nous sommes classés au premier rang des tableaux comparatifs des fusions et acquisitions, lesquels évaluent les conseillers financiers canadiens en fonction de multiples mesures. En 2008, selon Bloomberg Financial Markets et Thomson Reuters, Marchés mondiaux CIBC a fourni des conseils à l'égard de plus d'opérations que toute autre société et a participé à des opérations représentant la plus grande valeur totale sur le marché canadien.

Productivité

En plus de continuer d'investir dans ses activités essentielles et de les positionner en vue de leur rendement à long terme, la CIBC continue de faire des progrès en matière de contrôle des frais.

Les frais autres que d'intérêts du premier trimestre ont atteint 1 653 M\$, en baisse en regard des 1 761 M\$ du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Grâce à de meilleurs résultats en termes de revenus, conjugués à nos efforts soutenus pour ajuster les activités de soutien à notre infrastructure à la lumière des récents dessaisissements d'activités et de l'évolution des conditions du marché, nous prévoyons réaliser des progrès constants au chapitre de la productivité.

Apporter davantage à nos collectivités

En tant que chef de file de l'investissement communautaire, nous appuyons des causes qui comptent dans la vie de nos clients et de nos employés ainsi que pour les collectivités où nous exerçons nos activités. Au cours du trimestre, nous avons continué à démontrer notre leadership en la matière.

- Le 3 décembre 2008, les employés de Marchés mondiaux CIBC et de CIBC Wood Gundy ont recueilli 3,1 M\$ à l'intention d'organismes d'aide à l'enfance pendant la Journée du Miracle. Depuis les

24 dernières années, le premier mercredi de décembre, les spécialistes de négociation de Marchés mondiaux CIBC et les conseillers en placement de CIBC Wood Gundy versent leurs honoraires et leurs commissions pour venir en appui aux enfants. À ce jour, plus de 44 M\$ ont été recueillis au Canada.

- La campagne Centraide 2008 de la Banque CIBC a permis de recueillir 7,0 M\$, notamment 2,9 M\$ en dons de la part de l'entreprise. Plus de 8 500 employés et retraités ont donné leur temps et leur argent en appui au travail continu de Centraide au Canada visant à améliorer les conditions sociales des Canadiens.
- La Banque CIBC est fière d'avoir été l'hôte de deux cérémonies de remise des diplômes au cours du trimestre.
 - Le 10 décembre 2008, la Banque CIBC a été l'hôte de la cérémonie de remise des diplômes aux premiers diplômés du programme Connexion-emploi CIBC^{MC}. Vingt-quatre nouveaux arrivants au Canada ont participé à ce programme de préparation au marché du travail soutenu par la CIBC qui permet d'acquérir des compétences en vue d'une carrière dans les services financiers. La Banque CIBC et le YMCA de la région du Grand Toronto se sont associés pour offrir des possibilités d'emploi au moyen du programme Accès aux possibilités^{MC} CIBC YMCA.
 - Le 25 novembre 2008, 18 femmes ont obtenu leur diplôme du premier programme ReConnectTM parrainé par la CIBC en collaboration avec la Richard Ivey School of Business. Le programme, un précurseur au Canada, a été mis sur pied pour aider les femmes à renouveler leurs compétences et leurs réseaux, et à retrouver confiance alors qu'elles se préparent à reprendre leur carrière après avoir été absentes du marché du travail.

Le Président et chef de la direction,

Gerald T. McCaughey

¹ Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport trimestriel et avec le rapport de gestion de notre Reddition de comptes annuelle 2008. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et sont libellés en dollars canadiens. Le rapport de gestion est en date du 26 février 2009. D'autres renseignements concernant la Banque CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 167 à 169 de notre Reddition de comptes annuelle 2008.

Modifications à la présentation de l'information financière

- Nous avons remanié les activités de Marchés de détail CIBC et de Marchés mondiaux CIBC. L'information des périodes précédentes a été retraitée pour tenir compte de ces changements. La nouvelle présentation des activités est la suivante :

Marchés de détail CIBC :

- Services bancaires personnels – comprenant les dépôts personnels et le crédit personnel, les cartes de crédit, les prêts hypothécaires à l'habitation et l'assurance
- Services bancaires aux entreprises – comprenant les dépôts commerciaux et le crédit commercial, les prêts hypothécaires commerciaux et le Groupe Entreprises
- Gestion des avoirs – comprenant les segments Courtage de détail et Gestion d'actifs
- FirstCaribbean
- Divers

Marchés mondiaux CIBC :

- Marchés financiers – comprenant les titres de participation, les dérivés mondiaux et les risques stratégiques, et les titres à revenu fixe et les monnaies ainsi que les activités de distribution
- Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement – comprenant les produits de crédit aux entreprises, les services bancaires d'investissement, le financement immobilier américain et les services de base de Banque d'affaires
- Divers – comprenant les services inactifs de Banque d'affaires, les activités de crédit structuré et les autres activités en voie de liquidation, les activités abandonnées et les programmes de couverture des prêts aux entreprises

- Nous avons transféré l'incidence de la titrisation du poste Divers de Marchés de détail CIBC vers Siège social et autres. L'information des périodes précédentes a été retraitée.
- Nous avons transféré le revenu tiré du contrat de sous-location de nos installations de New York du poste Divers de Marchés mondiaux CIBC vers Siège social et autres. L'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée.
- Nous avons reclassé rétroactivement les actifs incorporels liés aux logiciels d'application du poste Terrains, bâtiments et matériel au poste Logiciels et autres actifs incorporels de notre bilan consolidé.

Table des matières

5	Un mot sur les énoncés prospectifs	21	Revenu net d'intérêts	32	Situation financière
6	Points saillants financiers du premier trimestre	21	Revenu autre que d'intérêts	32	Revue du bilan consolidé
7	Vue d'ensemble	21	Dotation à la provision pour pertes sur créances	32	Sources de financement
8	Événements importants	22	Frais autres que d'intérêts	33	Arrangements hors bilan
9	Perspectives	22	Impôts sur les bénéfices	34	Gestion du risque
10	Activités en voie de liquidation et autres activités choisies	22	Change	34	Vue d'ensemble
10	Activités en voie de liquidation	23	Revue de l'information financière trimestrielle	34	Risque de crédit
19	Autres activités choisies	24	Mesures non conformes aux PCGR	36	Risque de marché
21	Rétrospective du rendement financier	26	Vue d'ensemble des secteurs d'activité	37	Risque d'illiquidité
		26	Marchés de détail CIBC	38	Risque opérationnel
		28	Marchés mondiaux CIBC	38	Autres risques
		30	Siège social et autres	39	Questions relatives à la comptabilité et au contrôle

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS : De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois en matière de valeurs mobilières, y compris dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations faites aux sections « Sommaire des résultats du premier trimestre », « Le point sur les priorités d'entreprise », « Vue d'ensemble – Perspectives pour 2009 », « Activités en voie de liquidation et autres activités choisies », « Rétrospective du rendement financier – Impôts sur les bénéficiaires » et « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle » du présent rapport de gestion et d'autres déclarations concernant nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion des risques, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies et perspectives pour 2009 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Vue d'ensemble – Perspectives pour 2009 » du présent rapport de gestion, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : le risque de crédit, le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque stratégique, le risque opérationnel, les risques juridiques et de réputation, le risque de réglementation et le risque environnemental expliqués dans la section Gestion du risque du présent rapport de gestion; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous exerçons nos activités; les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de modifications des normes comptables et des règles et leur interprétation; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; les changements à nos cotes de crédit, la possibilité que le taux d'imposition réel normal que nous avons estimé ne se réalise pas; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique, des perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie par nos clients et contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous ou nos sociétés affiliées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'économie; notre capacité d'attirer et de retenir des employés et des cadres clés et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

Points saillants financiers du premier trimestre

Non vérifié	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le					
	31 janv. 2009		31 oct. 2008		31 janv. 2008	
Données relatives aux actions ordinaires						
Par action						
	– bénéfice (perte) de base	0,29	\$	1,07	\$	(4,39)
	– bénéfice (perte) de base (comptabilité de caisse) ¹	0,32		1,09		(4,36)
	– bénéfice (perte) dilué(e)	0,29		1,06		(4,39)
	– bénéfice (perte) dilué(e) (comptabilité de caisse) ¹	0,31		1,09		(4,36)
	– dividendes	0,87		0,87		0,87
	– valeur comptable	28,98		29,40		32,76
Cours de l'action	– haut	57,43		65,11		99,81
	– bas	41,65		49,00		64,70
	– clôture	46,63		54,66		73,25
Nombre d'actions en circulation (en milliers)						
	– moyen de base	380 911		380 782		338 732
	– moyen dilué	381 424		381 921		340 811
	– fin de la période	381 070		380 805		380 650
Capitalisation boursière (en millions de dollars)		17 769	\$	20 815	\$	27 883
Mesures de valeur						
Ratio cours/bénéfice (sur 12 mois)		négl.		négl.		26,9
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)		7,4	%	6,3	%	4,7
Ratio dividendes/bénéfice		négl.		81,6	%	négl.
Cours/valeur comptable		1,61		1,86		2,24
Résultats financiers (en millions de dollars)						
Total des revenus		2 022	\$	2 204	\$	(521)
Dotations à la provision pour pertes sur créances		284		222		172
Frais autres que d'intérêts		1 653		1 927		1 761
Bénéfice net (perte nette)		147		436		(1 456)
Mesures financières						
Coefficient d'efficacité		81,8	%	87,4	%	négl.
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse), base d'imposition équivalente (BIE) ¹		80,6	%	86,0	%	négl.
Rendement des capitaux propres		4,0	%	14,8	%	(52,9)
Marge d'intérêts nette		1,43	%	1,60	%	1,33
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen		1,77	%	1,90	%	1,57
Rendement de l'actif moyen		0,16	%	0,51	%	(1,68)
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen		0,19	%	0,60	%	(1,98)
Rendement total des actionnaires		(13,1)	%	(10,6)	%	(27,3)
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)						
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières		90 589	\$	88 130	\$	99 411
Prêts et acceptations		174 499		180 323		171 090
Total de l'actif		353 815		353 930		347 734
Dépôts		226 383		232 952		239 976
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires		11 041		11 200		12 472
Actif moyen		369 249		342 621		344 528
Actif productif d'intérêts moyen		299 136		288 544		293 166
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires		10 960		10 896		11 181
Biens administrés		1 038 958		1 047 326		1 123 750
Mesures de qualité du bilan						
Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque		9,0	%	9,5	%	10,6
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars)		122,4	\$	117,9	\$	117,4
Ratio des fonds propres de première catégorie		9,8	%	10,5	%	11,4
Ratio du total des fonds propres		14,8	%	15,4	%	15,2
Autres renseignements						
Ratio détail/gros ²		63 %/37 %		65 % / 35 %		71 % / 29 %
Effectif permanent		39 004		39 698		40 237

1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

2) Le ratio représente le capital attribué aux secteurs d'activité à la fin de la période.
négl. Négligeable en raison de la perte nette.

VUE D'ENSEMBLE

Le bénéfice net pour le trimestre s'est établi à 147 M\$, en regard d'une perte nette de 1 456 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et d'un bénéfice net de 436 M\$ au trimestre précédent.

Nos résultats pour le trimestre considéré ont été touchés par les facteurs suivants :

- une perte de 708 M\$ (483 M\$ après impôts) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- une incidence positive de 94 M\$ (64 M\$ après impôts) de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille de dérivés de crédit de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises;
- des baisses de valeur de 92 M\$ (51 M\$ après impôts), liées à l'évaluation à la valeur du marché, sur les couvertures de taux d'intérêt pour le portefeuille de baux adossés qui n'était pas admissible à la comptabilité de couverture;
- des pertes ou des baisses de valeur de 87 M\$ (52 M\$ après impôts) du portefeuille de services de Banque d'affaires;
- des pertes de change de 48 M\$ (gain de 4 M\$ après impôts) sur le rapatriement de bénéfices non répartis.

En outre, les résultats du premier trimestre ont été influencés par la hausse du revenu net tiré des activités de négociation du groupe Trésorerie. Les gains réalisés au titre des valeurs disponibles à la vente ont été plus élevés et ont plus que contrebalancé les résultats plus faibles découlant des positions relatives au taux d'intérêt. Les revenus nets tirés de ces activités pour le trimestre considéré ont été plus élevés d'environ 60 M\$ que les revenus nets trimestriels moyens de 2008.

Comparaison avec le premier trimestre de 2008

Les revenus ont progressé par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la perte de 3,5 G\$ sur les activités de crédit structuré subie au même trimestre il y a un an. Au cours du trimestre considéré, les pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché sur les couvertures de taux d'intérêt pour le portefeuille de baux adossés n'étaient pas admissibles à la comptabilité de couverture, les pertes et baisses de valeur du portefeuille des services de Banque d'affaires ont été plus importantes, les revenus tirés des frais de gestion des avoirs ont diminué et une perte de change a été subie par suite du rapatriement de bénéfices non répartis de nos activités étrangères. En outre, le trimestre considéré a subi l'incidence de la diminution des revenus de trésorerie découlant de la baisse des revenus et de la hausse des coûts de financement, contrebalancée en partie par la hausse des gains réalisés sur les valeurs disponibles à la vente. Le trimestre considéré a profité de la croissance des volumes des produits de détail et de la hausse des revenus tirés de la négociation de titres de participation et de produits de taux d'intérêt. La dotation à la provision pour

pertes sur créances a augmenté surtout en raison de l'accentuation des pertes dans le portefeuille de cartes de crédit, attribuable à la hausse des comptes en souffrance et à l'augmentation du nombre de faillites, et à la hausse des provisions déduction faite des recouvrements dans le portefeuille de prêts aux entreprises, ces facteurs découlant de la détérioration de la conjoncture économique. La régression des frais autres que d'intérêts est principalement attribuable à la vente de certaines de nos activités américaines au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent et à la baisse de la rémunération liée au rendement. Les résultats du trimestre considéré comprennent une économie d'impôts relativement aux pertes de change liées au rapatriement de bénéfices non répartis. Les pertes liées aux activités de crédit structuré au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent ont donné lieu à une économie d'impôts au cours de ce trimestre.

Comparaison avec le quatrième trimestre de 2008

Les revenus ont diminué par rapport au trimestre précédent essentiellement en raison de la hausse des pertes sur les activités de crédit structuré. Les résultats liés aux activités de crédit structuré du trimestre précédent comprennent un gain découlant de la réduction de notre engagement non capitalisé à l'égard d'un billet de financement variable. Les résultats du trimestre considéré incluent une diminution des gains associés aux programmes de couverture des prêts aux entreprises, des pertes de change liées au rapatriement de bénéfices non répartis, contre un gain de change au cours du trimestre précédent, et des pertes de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché pour le portefeuille de baux adossés mentionnées précédemment. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'augmentation des revenus tirés de la négociation de titres de participation et de produits de taux d'intérêt, l'élargissement des écarts entre le taux d'intérêt préférentiel et le taux des acceptations bancaires et la croissance des volumes des dépôts de détail et des produits de prêt. Exception faite des gains et des pertes liées au rapatriement, les revenus de trésorerie pour le trimestre considéré ont été légèrement supérieurs à ceux du trimestre précédent en raison de la hausse des gains réalisés sur les valeurs disponibles à la vente, contrebalancée en partie par la diminution des autres revenus de trésorerie et l'augmentation des coûts de financement. La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté surtout en raison de l'accentuation des pertes dans le portefeuille de cartes de crédit, attribuable à la hausse des comptes en souffrance et à l'augmentation du nombre de faillites, et à la hausse des provisions dans le portefeuille de prêts aux entreprises, ces facteurs découlant de la détérioration de la conjoncture économique. Les frais autres que d'intérêts ont diminué, sous l'effet surtout de la baisse des frais d'occupation, des

indemnités de départ et des charges de projet, contrebalancée partiellement par la hausse de la rémunération liée au rendement. Les résultats du trimestre considéré comprennent une économie d'impôts relativement aux pertes de change liées au rapatriement de bénéfices non répartis mentionné précédemment. Les résultats du trimestre précédent comprennent une charge d'impôts relativement aux gains de change liés au rapatriement de capital et des bénéfices non répartis et une économie d'impôts attendue de 486 M\$ liée à Enron.

Nos résultats pour les périodes précédentes ont été touchés par les éléments suivants :

Quatrième trimestre de 2008

- une perte de 479 M\$ (323 M\$ après impôts) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- une incidence positive de 463 M\$ d'éléments fiscaux favorables, y compris 486 M\$ pour la constatation d'une économie d'impôts attendue additionnelle découlant de règlements liés à Enron;
- un montant de 242 M\$ (163 M\$ après impôts) qui rend compte de l'incidence positive de la variation des écarts de taux des dérivés de crédit adossés aux prêts aux entreprises;
- des pertes ou des baisses de valeur de 177 M\$ (106 M\$ après impôts) plus élevées que la normale des portefeuilles de services de Banque d'affaires et d'autres portefeuilles de placement;
- des indemnités de départ à payer plus élevées que la normale s'établissant à 122 M\$ (82 M\$ après impôts);
- un gain de change de 112 M\$ (perte de 92 M\$ après impôts) sur le rapatriement de capital et des bénéfices non répartis;
- des pertes de 68 M\$ (46 M\$ après impôts) engendrées par le retrait de certaines positions du compte de négociation;
- une augmentation de 56 M\$ (38 M\$ après impôts) des rajustements à la valeur marchande en raison de changements apportés à la technique d'évaluation utilisée pour les positions autres que les positions du crédit structuré;
- des pertes de 51 M\$ (34 M\$ après impôts) sur les baux adossés;
- des rajustements de l'évaluation du crédit de 25 M\$ (17 M\$ après impôts) découlant de l'exposition au risque de crédit des contreparties aux produits dérivés, autres que les garants financiers, sur des produits de crédit non structurés.

Premier trimestre de 2008

- un montant de 171 M\$ (115 M\$ après impôts) découlant de l'incidence positive de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés aux prêts aux entreprises (128 M\$, 86 M\$ après impôts) et aux garants financiers (43 M\$, 29 M\$ après impôts);
- un montant de 56 M\$ au titre de l'incidence positive d'éléments fiscaux favorables;
- une charge de 2,28 G\$ (1,54 G\$ après impôts) à l'égard de la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de ACA Financial Guaranty Corp. (ACA); une charge de 626 M\$ (422 M\$ après impôts) à l'égard de la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers autres que ACA;

- des pertes de 473 M\$ (316 M\$ après impôts) liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés) et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, déduction faite des gains sur les couvertures connexes;
- une perte combinée de 108 M\$ (64 M\$ après impôts) liée à la vente de certaines de nos activités américaines, aux changements apportés à l'équipe de direction et à notre retrait de certaines autres activités et à leur restructuration.

Événements importants

Problématique du marché mondial du crédit

Nos activités de crédit structuré, au sein de Marchés mondiaux CIBC, ont entraîné des pertes de 708 M\$ pour le trimestre. Outre la détérioration de la valeur du marché, les événements suivants, survenus au cours du trimestre, ont également eu une incidence sur nos risques :

- Rachat d'un contrat lié au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation auprès d'un garant financier;
- Résiliation de dérivés de crédit vendus.

Ces événements sont traités plus en détail à la section Activités en voie de liquidation.

Les problèmes de crédit sur le marché mondial ont commencé à toucher sérieusement le secteur de l'automobile au cours du trimestre considéré. De plus amples informations sur notre exposition au secteur de l'automobile sont présentées à la section Autres activités choisies.

Baux adossés

Depuis le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté l'abrégié 46 modifié intitulé *Baux adossés* du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) et fondé sur la prise de position FASB Staff Position (FSP) FAS 13-2, *Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction*. Le CPN exige qu'un changement du calendrier estimatif des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices entraîne l'établissement d'un nouveau calendrier de constatation du revenu découlant du bail adossé.

L'adoption de ces directives a entraîné l'imputation de 66 M\$ aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2007. Si ces baux sont maintenus jusqu'à leur échéance, un montant se rapprochant de cette imputation hors caisse sera comptabilisé dans les revenus sur la durée restante des baux au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

La CIBC a accepté la récente offre de règlement de l'Internal Revenue Service (IRS) à l'égard de ses baux adossés et a transmis à l'IRS les informations supplémentaires requises concernant le règlement. Les

conditions de la lettre d'offre sont identiques à celles dont ont bénéficié les autres intervenants de l'industrie dans le cadre de ces opérations. Cette offre a entraîné une variation supplémentaire des flux de trésorerie générés par l'offre de règlement précédente de l'IRS, qui avaient eu une incidence sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis, comme il a été mentionné précédemment. Pour l'exercice 2008, l'état des résultats tenait compte d'une imputation avant impôts de 40 M\$ découlant d'un rajustement des revenus de location conformément aux PCGR. Environ 18 M\$ de cette imputation avant impôts constituait un rajustement pour le quatrième trimestre, traduisant des éclaircissements fournis par l'IRS aux modalités de son offre de règlement. En outre, une imputation avant impôts de 34 M\$ a été constatée en 2008 au titre de paiements d'intérêts sur des acomptes provisionnels insuffisants. Au début de février 2009, la CIBC a reçu de l'IRS les modalités définitives des ententes finales. La CIBC croit que ses provisions et imputations jusqu'à maintenant reflètent de façon précise les modalités de l'offre de règlement de l'IRS et les éclaircissements fournis subséquemment par l'IRS, mais il est possible que des imputations supplémentaires soient effectuées au cours du processus de conclusion de l'entente finale.

Perspectives pour 2009

Le ralentissement accru à l'échelle mondiale a entraîné l'économie canadienne en récession au cours du premier trimestre de l'exercice. Toutes les régions du pays sont touchées et, dans l'ensemble, le PIB réel devrait reculer de plus de 1 % au cours de l'année 2009. Nous prévoyons le retour de la croissance à la fin du second semestre de l'année civile, par suite de la baisse des taux d'intérêt et des stimuli fiscaux au Canada et à l'étranger, mais les risques d'un déclin plus prononcé et plus long demeurent, étant donné l'incertitude entourant l'économie et les perspectives financières aux États-Unis.

Marchés de détail CIBC devrait assister à un ralentissement de la demande de prêts hypothécaires et d'autres produits de crédit, traduisant une baisse du taux d'activité et un fléchissement des prix dans le secteur de l'habitation, une croissance des dépenses de consommation moindre et des taux de chômage en hausse. Nous prévoyons une augmentation des faillites personnelles et des faillites de PME découlant de l'affaiblissement du contexte économique.

Le ralentissement des nouvelles émissions d'actions et d'obligations de sociétés, surtout au premier semestre de l'exercice, aura une incidence sur les activités de financement de sociétés de Marchés mondiaux CIBC. Aux États-Unis, le financement immobilier se ressentira de la défaillance du marché de la titrisation. Les taux de défaillance des entreprises augmenteront, selon toute vraisemblance, mais les évaluations de titres d'emprunt d'entreprises et le marché des nouvelles émissions de titres de créance et de participation pourraient s'améliorer, les prix actuels traduisant la morosité des perspectives. La demande de prêts profitera du fait qu'on pourra moins se tourner vers les marchés boursiers et les marchés de la dette publique.

ACTIVITÉS EN VOIE DE LIQUIDATION

Étant donné la conjoncture de marché incertaine et afin de nous concentrer sur les activités essentielles de Marchés mondiaux CIBC, nous avons réduit nos activités de crédit structuré et nos activités de financement à effet de levier autres que canadiennes et avons mis sur pied une équipe spécialisée dont le mandat consiste à gérer les positions résiduelles et à les réduire.

Renseignements généraux sur les structures d'accueil

Les activités de crédit structuré sont généralement associées aux structures d'accueil. Les structures d'accueil sont des entités juridiques, prenant le plus souvent la forme d'une fiducie, et conçues pour répondre à des besoins précis et limités. Les structures d'accueil sont utilisées pour procurer une certaine liquidité du marché aux clients et créer des produits de placement, en regroupant des blocs d'actifs homogènes ou une variété d'actifs distincts et en émettant une tranche unique de titres de créance à court terme, appelés papier commercial adossé à des créances (PCAC), ou des titres de créance multi-tranches à plus long terme, notamment des tranches super prioritaires, prioritaires, subordonnées, mezzanines ou de capitaux propres. Les structures d'accueil sont souvent désignées en fonction du type d'actifs qu'elles regroupent, comme les TAC hypothécaires à l'habitation, lesquels englobent des prêts hypothécaires ou des titres adossés à des prêts avec flux groupés (TAP flux groupés) qui, à leur tour, regroupent des créances d'entreprises. En outre, les structures d'accueil peuvent regrouper des titres d'emprunt émis par d'autres structures d'accueil, notamment des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation; et sont alors appelées titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés). Au sein de structures plus complexes, les structures d'accueil qui sont composées de titres émis par d'autres structures de TAC flux groupés, qui émettent à leur tour une tranche supplémentaire de titres d'emprunt, sont appelées des TAC flux groupés de TAC flux groupés. Notre participation dans les structures d'accueil est présentée dans la section Arrangements hors bilan du rapport de gestion.

Activités de crédit structuré en voie de liquidation Vue d'ensemble et résultats

Les activités de crédit structuré de Marchés mondiaux CIBC englobaient nos activités exercées à titre de contrepartiste et aux fins des activités de facilitation pour le compte de clients. Comme ces activités incluent l'entreposage d'actifs et la structuration des structures d'accueil, il est possible que certaines des positions que nous détenons soient non couvertes. Nos autres activités comprenaient

l'intermédiation, la corrélation et la négociation, laquelle permet de dégager une marge sur les positions appariées.

Positions

Nos positions sont principalement réparties entre les catégories suivantes :

Non couvertes :

- Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation;
- titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation;

Couvertes :

- par des garants financiers (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation);
- par d'autres contreparties (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation).

Résultats avant impôts

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008
Compte de négociation ¹	758 \$	497 \$	3 378 \$
Détenues jusqu'à l'échéance ¹	(69)	(50)	-
Disponibles à la vente	19	32	86
Total	708 \$	479 \$	3 464 \$

1) Les montants de 2008 ont été retraités afin de reclasser les coûts de financement liés aux valeurs détenues jusqu'à leur échéance auparavant inclus dans les valeurs détenues aux fins de négociation pour les inclure dans les valeurs détenues jusqu'à leur échéance.

Les activités de crédit structuré ont inscrit des pertes de 708 M\$ pour le trimestre. Ces pertes s'expliquent surtout par le fait que la qualité du crédit des garants financiers s'est détériorée et par les baisses de valeurs liées à l'évaluation à la valeur du marché de certains actifs sous-jacents, ces facteurs ayant donné lieu à des hausses des rajustements liés à l'évaluation du crédit, en partie atténués par le gain découlant de la protection de Cerberus.

Reclassement de certaines positions

En raison de la détérioration sans précédent de la conjoncture à l'échelle mondiale et du manque d'activité sur le marché de négociation au cours du quatrième trimestre de 2008, nous avons changé d'intention sur certaines positions reclassant des valeurs détenues à des fins de négociation à titre de valeurs détenues jusqu'à leur échéance. Par conséquent, nous avons reclassé un montant nominal de 5 973 M\$ (5 833 M\$ US) de TAP flux groupés et 455 M\$ (444 M\$ US) de TAC flux groupés adossés à des titres privilégiés de fiducies de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation pour les faire passer du portefeuille de négociation au portefeuille autre que de

négociation de valeurs détenues jusqu'à l'échéance en date du 1^{er} août 2008. En date du 31 janvier 2009, les durées de vie restantes moyennes pondérées des TAP flux groupés et des titres privilégiés de fiducies étaient de respectivement 5,0 et 5,1 ans. L'incidence de ces reclassements est résumée à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2008.

Si le reclassement n'avait pas été effectué, le bénéfice avant impôts aurait été réduit de 322 M\$ (252 M\$ US) et de 629 M\$ (522 M\$ US) respectivement pour le trimestre considéré et le quatrième trimestre de 2008.

Changements apportés aux positions

Voici un sommaire de nos positions dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation :

En millions de dollars US, au	31 janv. 2009	31 oct. 2008
Montant nominal de référence		
Placements et prêts	10 155 \$	10 304 \$
Dérivés de crédit vendus ¹	28 635	30 931
Total des positions, montant brut	38 790 \$	41 235 \$
Dérivés de crédit souscrits	36 149 \$	37 039 \$

1) Inclut le montant nominal de référence des dérivés de crédit souscrits ainsi que les facilités de trésorerie et de crédit.

Au cours du trimestre, nous avons apporté les changements suivants à nos positions :

Rachat d'un contrat lié au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation auprès d'un garant financier

En janvier 2009, nous avons racheté des contrats liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation auprès d'un garant financier pour une contrepartie au comptant de 105 M\$ (86 M\$ US) et des actions ordinaires évaluées à 15 M\$ (12 M\$ US), pour un total de 120 M\$ (98 M\$ US), qui était égal à la juste valeur du montant net à recevoir au titre des contrats liés au marché américain des prêts à l'habitation à cette date. Par conséquent, nous avons réduit le montant brut à recevoir de 720 M\$ (587 M\$ US) et inscrit la réduction correspondante du rajustement de l'évaluation du crédit de 600 M\$ (489 M\$ US). Les risques sous-jacents qui sont devenus non couverts par suite du rachat sont composés de dérivés de crédit vendus d'un montant nominal de 386 M\$ (315 M\$ US) et d'une juste valeur de 374 M\$ (305 M\$ US) et de valeurs d'un montant nominal de 357 M\$ (291 M\$ US) et d'une juste valeur de 11 M\$ (9 M\$ US).

Opération conclue avec Cerberus

Au cours du quatrième trimestre de 2008, nous avons conclu une entente avec Cerberus afin d'obtenir une protection contre le risque de perte à l'égard de notre exposition aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation tout en conservant le potentiel d'appréciation lié à la reprise de valeur des titres sous-

jacents. Au 31 janvier 2009, le solde du capital et la juste valeur du billet à recours limité émis au cours de l'opération conclue avec Cerberus s'établissaient respectivement à 700 M\$ (571 M\$ US) et à 504 M\$ (411 M\$ US). La juste valeur des positions dans des titres adossés à des créances avec flux groupés sous-jacents était de 630 M\$ (514 M\$ US) au 31 janvier 2009. Nous avons constaté un gain de 153 M\$ (125 M\$ US) sur le billet à recours limité au cours du trimestre considéré.

Autres changements dans les positions

- Nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit vendus d'un montant de 2,2 G\$ (1,8 G\$ US) dans le portefeuille de corrélation, ce qui a donné lieu à une perte de 9 M\$ (7 M\$ US). Par suite de cette opération, des dérivés de crédit souscrits de 1,8 G\$ US qui couvraient ces positions sont devenus non appariés.
- L'amortissement normal a réduit de 155 M\$ (126 M\$ US) le montant nominal de référence de nos dérivés de crédit souscrits auprès de garants financiers.

Total des positions

Le tableau qui suit présente le sommaire des positions détenues dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation de Marchés mondiaux CIBC. Notre filiale FirstCaribbean, qui fait partie de Marchés de détail CIBC, détient également des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation qui sont gérés séparément et figurent au tableau qui suit. Ce tableau n'inclut pas la protection de Cerberus contre le risque de perte à l'égard de notre exposition aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

En millions de dollars US, au 31 janvier 2009

	Positions ¹					Couvertures				Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts
	Placements et prêts			Dérivés de crédit vendus et facilités de trésorerie et de crédit ²		Dérivés de crédit et couvertures indicelles souscrits				
						Garants financiers		Divers		
	Montant nominal de référence	Juste valeur	Valeur comptable	Montant nominal de référence	Juste valeur ⁴	Montant nominal de référence	Juste valeur ^{3,4}	Montant nominal de référence	Juste valeur ^{3,4}	
Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation										
Non couverts⁶										
TAC flux groupés super prioritaires de TAC hypothécaires à l'habitation mezzanines	398 \$	9 \$	9 \$	986 \$	958 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	37 \$
TAC hypothécaires à l'habitation entreposés	341	3	3	-	-	-	-	-	-	3
Divers ⁷	368	11	11	339	315	-	-	-	-	35
	1 107	23	23	1 325	1 273	-	-	-	-	75 \$
Couverts										
Autres TAC flux groupés	1 272	153	153	2 384	1 985	3 155	2 644	501	441	
Total des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	2 379 \$	176 \$	176 \$	3 709 \$	3 258 \$	3 155 \$	2 644 \$	501 \$	441 \$	
Titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation										
Non couverts										
TAP flux groupés ²	257 \$	168 \$	184 \$	81 \$	3 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Titres d'emprunt d'entreprises	170	108	108	-	-	-	-	-	-	
Billets liés à la Proposition de Montréal ⁸	384	175	175	245	s.o.	-	-	-	-	
Fonds multicédants de PCAC soutenus par des tiers ²	147	147	147	134	s.o.	-	-	-	-	
Titres entreposés, autres que des TAC hypothécaires à l'habitation	160	7	7	-	-	-	-	-	-	
Divers ²	218	213	213	386	18	-	-	-	-	
	1 336	818	834	846	21	-	-	-	-	
Couverts										
TAP flux groupés ⁹	5 803	4 584	5 171	7 638	561	13 039	941	434	21	
Titres d'emprunt d'entreprises	-	-	-	13 534	1 056	5 159	567	8 379	505	
TACHC	-	-	-	777	446	777	447	-	-	
Divers	637	264	435	2 131	675	2 386	997	452	63	
Dérivés de crédit souscrits non appariés	-	-	-	-	-	1 800	135	67	-	
Total des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	7 776 \$	5 666 \$	6 440 \$	24 926 \$	2 759 \$	23 161 \$	3 087 \$	9 332 \$	589 \$	
Total	10 155 \$	5 842 \$	6 616 \$	28 635 \$	6 017 \$	26 316 \$	5 731 \$	9 833 \$	1 030 \$	
31 oct. 2008	10 304 \$	6 430 \$	6 952 \$	30 931 \$	5 924 \$	27 108 \$	5 711 \$	9 931 \$	1 195 \$	

- Nous avons exclu du tableau ci-dessus le total de nos placements dans les entités suivantes, y compris ceux liés à nos activités de trésorerie au 31 janvier 2009, dont le montant nominal de référence est de 4 466 M\$ US et la juste valeur, de 4 455 M\$ US :
 - des titres d'emprunt émis par la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), dont le montant nominal de référence s'élevait à 1 827 M\$ US et la juste valeur, à 1 816 M\$ US; par la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), d'un montant nominal de référence de 1 571 M\$ US et d'une juste valeur de 1 559 M\$ US; par la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), d'un montant nominal de référence de 168 M\$ US et d'une juste valeur de 168 M\$ US; par la Federal Home Loan Banks, d'un montant nominal de référence de 850 M\$ US et d'une juste valeur de 850 M\$ US; par la Federal Farm Credit Bank, d'un montant nominal de référence de 50 M\$ US et d'une juste valeur de 50 M\$ US;
 - des titres de participation de négociation émis par la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae) (juste valeur de 2 M\$ US).
 - Nous avons fourni des facilités de trésorerie et de crédit à des fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques (134 M\$ US) et à des contreparties à des TAP flux groupés non couverts non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation (156 M\$ US).
 - Compte tenu des rajustements de l'évaluation du crédit des dérivés de crédit souscrits de 3,8 G\$ US.
 - Juste valeur des contrats, qui était généralement nulle, ou presque nulle, au moment où ils ont été conclus.
 - Après les réductions de valeur.
 - Au 31 janvier 2009, les TAC flux groupés super prioritaires de TAC hypothécaires à l'habitation mezzanines avaient une cote de crédit qui allait de CCC+ à CC. Quant aux titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation entreposés, environ 58 % avaient une cote de première qualité, et 42 % une cote de qualité inférieure (en fonction de la valeur du marché).
 - Comprend les positions dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation d'un montant nominal de référence de 15 M\$ US (juste valeur de 11 M\$) détenus par FirstCaribbean, venant à échéance dans 25 à 38 ans et assortis d'une cote de crédit de AA1 à AAA.
 - Incluaient une position estimative dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation de 141 M\$ au 31 janvier 2009.
 - Les placements et les prêts comprennent des engagements de placement non capitalisés d'un montant nominal de référence de 261 M\$ US.
- s.o. Sans objet.

Positions non couvertes dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Notre position résiduelle non couverte dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, compte tenu des réductions de valeur, atteignait 92 M\$ (75 M\$ US) au 31 janvier 2009.

Positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Nos positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sont principalement réparties entre les catégories suivantes : des TAP flux groupés, des titres d'emprunt d'entreprises, des billets liés à la Proposition de Montréal, des fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par les banques, des titres entreposés autres que des TAC hypothécaires à l'habitation, et d'autres titres.

TAP flux groupés

Nos TAP flux groupés non couverts, d'un montant nominal de référence de 415 M\$ (388 M\$ US), étaient pour la plupart cotés AAA au 31 janvier 2009 et étaient adossés à des blocs diversifiés de prêts européens à effet de levier garantis prioritaires.

Titres d'emprunt d'entreprises

Les positions non couvertes dans des titres d'emprunt d'entreprises, dont le montant nominal de référence s'établit à 209 M\$ (170 M\$ US), sont constituées environ à 21 % de titres européens, à 54 % de titres canadiens et à 25 % de titres d'autres pays.

Billets liés à la Proposition de Montréal

Le plan de restructuration approuvé par la Cour et le moratoire proposés par les signataires de la Proposition de Montréal ont été ratifiés le 21 janvier 2009. Par conséquent, nous avons reçu des billets prioritaires de catégorie A-1 d'un montant de 141 M\$, des billets prioritaires de catégorie A-2 d'un montant de 152 M\$ et divers billets subordonnés et billets reflet totalisant 178 M\$, en échange de notre PCAC de tiers non soutenus par des banques d'une valeur nominale de 471 M\$. À l'instar des instruments en titres de PCAC originaux, les nouveaux billets sont adossés à des titres à revenu fixe, à des créances titrisées traditionnelles, à des titres adossés à des créances avec flux groupés et à des swaps sur défaillance super prioritaires dans des entreprises de qualité supérieure. Les actifs sous-jacents exposés au marché américain des prêts hypothécaires à risque ont été isolés et sont liés particulièrement à des billets reflet d'un montant nominal de 141 M\$ au 31 janvier 2009.

Les billets de catégorie A-1 et de catégorie A-2 portent intérêt à un taux variable inférieur à celui du marché. Les intérêts et le capital des billets subordonnés, sous forme de billets à coupon zéro, ne seront versés que lorsque les billets de catégorie A-1 et de catégorie A-2 auront été acquittés en totalité. Les billets reflet seront remboursés à même les flux de trésorerie des actifs sous-jacents. Tous les billets restructurés devraient venir à échéance en décembre 2016.

Sur la base de la juste valeur estimative combinée de 215 M\$ des billets reçus par rapport à la juste valeur estimative des PCAC résiliés en date du 31 octobre 2008, nous avons constaté une perte de 22 M\$ au cours du trimestre considéré.

Par ailleurs, conformément au plan de restructuration, nous participons à une facilité de financement sur marge afin de satisfaire aux exigences en matière de garantie des fonds multicédants restructurés. Selon les modalités de la facilité de financement sur marge proposée, nous avons fourni une facilité de prêt intacte de 300 M\$ qui sera utilisée si les conditions modifiées relatives aux déclencheurs d'appel de garantie des dérivés de crédit connexes n'étaient pas respectées et que les nouvelles fiducies qui seront créées conformément au plan de restructuration ne disposaient pas de suffisamment d'actifs pour satisfaire aux demandes de garantie. Dans le cas où la facilité de prêt était entièrement utilisée et que d'autres garanties étaient exigées, en raison du non respect des conditions relatives aux déclencheurs d'appel de garantie, nous ne serions pas tenus de financer d'autres garanties, bien que cela pourrait se traduire éventuellement par la perte de notre prêt de 300 M\$.

Fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques

Nous avons fourni des facilités de trésorerie et de crédit à des fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques. Au 31 janvier 2009, un montant de 345 M\$ (281 M\$ US) sur ces facilités était engagé. De ce montant, une tranche de 105 M\$ (86 M\$ US), inutilisée au 31 janvier 2009, a été fournie à un fonds multicédants, comprenant des actifs de prêts automobiles américains, soutenus par un fabricant automobile américain. La tranche restante de 240 M\$ (195 M\$ US) se rapporte principalement à des fonds multicédants de TAC flux groupés américains, dont 180 M\$ (147 M\$ US) avaient été utilisés au 31 janvier 2009. Des 60 M\$ (48 M\$ US) non utilisés, une tranche de 55 M\$ (45 M\$ US) était assujettie aux ententes sur les facilités de trésorerie en vertu desquelles les fonds multicédants conservent leur droit de rendre leurs actifs à la CIBC à la valeur nominale. Les actifs sous-jacents de ces fonds multicédants sont assortis d'échéances allant de trois à sept ans.

Titres entreposés autres que des TAC hypothécaires à l'habitation

Une tranche de 73 % des actifs entreposés non couverts autres que des TAC hypothécaires à l'habitation d'un montant nominal de référence de 196 M\$ (160 M\$ US) représente des placements dans des TAP flux groupés adossés à des blocs diversifiés de prêts américains à effet de levier garantis prioritaires. Une tranche d'environ 14 % de ces actifs représente des placements dans des TAC flux groupés adossés à des titres privilégiés de fiducies exposées au marché américain des fiducies de placement immobilier. Une tranche de 7 % est exposée au marché immobilier commercial américain.

Divers

Nos autres positions non couvertes, dont le montant nominal de référence s'établit à 741 M\$ (604 M\$ US), consistent en des facilités de crédit de 459 M\$ (374 M\$ US) (dont 218 M\$ US utilisés et 156 M\$ US inutilisés) fournies à des structures d'accueil avec des droits cinématographiques à recevoir (57 %), des gains de loterie à recevoir (15 %) et des prêts hypothécaires américains assortis d'une clause d'extinction (28 %). La tranche restante de 282 M\$ (230 M\$ US) représente la protection souscrite pour la plupart des portefeuilles de titres d'emprunt d'entreprises à rendement élevé assortis d'une cote AAA. Nous sommes tenus de payer pour les pertes seulement en cas de défaut de paiement relativement aux titres d'emprunts d'entreprises sous-jacents ou de la part du principal garant financier, qui a fait l'objet d'une restructuration en février 2009.

Protection souscrite auprès de garants financiers (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation)

La méthode que nous utilisons pour les rajustements de valeur du crédit sur les contrats de couverture de garants financiers tient compte des écarts de taux observables sur le marché. Pour certains garants financiers, que nous considérons comme n'étant plus viables, nous fondons le rajustement de l'évaluation du crédit sur les montants recouvrables estimatifs et nous avons constaté un montant de 410 M\$ (333 M\$ US) pour le trimestre. Une charge totale de 636 M\$ (512 M\$ US) au titre des rajustements de l'évaluation du crédit à l'égard des garants financiers a été constatée pour le trimestre considéré. Au 31 janvier 2009, les rajustements de l'évaluation du crédit à l'égard des contrats de dérivés de crédit avec des garants financiers ont atteint 4,7 G\$ (3,8 G\$ US), et la juste valeur des contrats de dérivés de crédit avec des garants financiers, déduction faite des rajustements de valeur, a atteint 2,4 G\$ (1,9 G\$ US). D'autres pertes importantes pourraient être

comptabilisées en fonction de la performance des actifs sous-jacents et de celle des garants financiers.

Nous détenons également des prêts et des titres décomposés par tranche qui sont en partie directement garantis par les garants financiers ou par des obligations garanties par les garants financiers. Au 31 janvier 2009, ces positions étaient performantes et la garantie fournie par les garants financiers totalisait environ 220 M\$ (179 M\$ US).

Le tableau suivant présente les montants nominaux de référence et les justes valeurs de la protection souscrite auprès des garants financiers, par contrepartie. La juste valeur, déduction faite des rajustements de valeur, est incluse dans les instruments dérivés présentés dans les autres actifs du bilan consolidé.

En millions de dollars US, au 31 janvier 2009	Liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation					Titres non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation					Total	
	Standard & Poor's	Moody's Investor Services	Fitch Ratings	Montant nominal de référence	Juste valeur ¹	Rajustement de l'évaluation du crédit	Montant nominal de référence	Juste valeur ¹	Rajustement de l'évaluation du crédit	Montant nominal de référence	Juste valeur nette	
I	AA ⁵	Baa1 ⁵	- ⁴	71 \$	25 \$	(16) \$	1 657 \$	575 \$	(371) \$	1 728 \$	213 \$	
II	A ²	Baa1 ³	- ⁴	532	473	(231)	1 723	477	(234)	2 255	485	
III	BB ³	Ba3 ³	- ⁴	-	-	-	1 415	154	(58)	1 415	96	
IV	CCC ²	Caa1 ²	- ⁴	-	-	-	2 068	153	(124)	2 068	29	
V	CC ²	Caa1 ²	- ⁴	2 552	2 146	(1 872)	2 620	203	(177)	5 172	300	
VI	AAA ²	Baa1	AA ²	-	-	-	5 200	578	(197)	5 200	381	
VII	AAA	Aa2	AAA	-	-	-	4 648	402	(259)	4 648	143	
VIII	AAA ²	Aa3 ³	AAA ²	-	-	-	1 451	224	(91)	1 451	133	
IX	BB+ ²	A3 ²	- ⁴	-	-	-	2 234	321	(173)	2 234	148	
X	A- ²	A3 ²	BBB+ ²	-	-	-	145	-	-	145	-	
Total, garants financiers				3 155 \$	2 644 \$	(2 119) \$	23 161 \$	3 087 \$	(1 684) \$	26 316 \$	1 928 \$	
31 oct. 2008				3 786 \$	3 086 \$	(2 260) \$	23 322 \$	2 625 \$	(1 520) \$	27 108 \$	1 931 \$	

- 1) Compte non tenu des rajustements de l'évaluation du crédit.
- 2) Fait l'objet d'une surveillance de crédit assortie d'une perspective négative.
- 3) Sous surveillance évolutive.
- 4) Cote retirée. N'est plus noté par Fitch Ratings.
- 5) La contrepartie a fait l'objet d'une restructuration en février 2009 qui a donné lieu à la cession d'une partie de ces activités vers une autre entité. Après la restructuration, Standard and Poor's et Moody's Investor Services lui ont accordé respectivement la cote BBB+ et la cote B3.

Les actifs sous-jacents de la protection souscrite auprès des garants financiers figurent dans le tableau ci-dessous :

En millions de dollars US, au 31 janvier 2009	Liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Non liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation				Total
	Montant nominal de référence	Montant nominal de référence	Titres				
Contrepartie	TAC flux groupés	TAP flux groupés	d'emprunt d'entreprises	TACHC	Divers		
I	71 \$	616 \$	- \$	777 \$	264 \$	1 657 \$	
II	532	892	-	-	831	1 723	
III	-	1 290	-	-	125	1 415	
IV	-	1 834	-	-	234	2 068	
V	2 552	2 620	-	-	-	2 620	
VI	-	-	5 200	-	-	5 200	
VII	-	4 398	-	-	250	4 648	
VIII	-	1 314	-	-	137	1 451	
IX	-	75	1 759	-	400	2 234	
X	-	-	-	-	145	145	
Total, garants financiers	3 155 \$	13 039 \$	6 959 \$	777 \$	2 386 \$	23 161 \$	
31 oct. 2008	3 786 \$	13 125 \$	6 959 \$	777 \$	2 461 \$	23 322 \$	

Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Les positions liées aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, d'un montant nominal de référence de 3,9 G\$ (3,2 G\$ US) couvert par les garants financiers, comprennent des TAC flux groupés super prioritaires dont les actifs sous-jacents sont composés à environ 16 % de TAC hypothécaires à l'habitation à risque élevé, à environ 48 % de TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A, à environ 14 % de titres adossés à des créances mobilières (TACM) et à environ 22 % de titres autres que du marché des prêts hypothécaires à l'habitation. Environ 9 % des actifs sous-jacents à risque élevé et des actifs assortis d'une cote Alt-A ont été émis avant 2006, et 91 %, en 2006 et en 2007. Les positions à risque élevé sont celles qui ont obtenu un résultat inférieur à 660 de la Fair Isaac Corporation (FICO), et les actifs sous-jacents cotés Alt-A sont ceux dont le résultat de la FICO se situe entre 660 et 720.

Non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Le tableau suivant présente des données et une description supplémentaires des actifs sous-jacents à notre exposition aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sous-jacents à la protection souscrite auprès de garants financiers.

En millions de dollars US, au 31 janvier 2009

	Montant nominal de référence	Juste valeur	Total des tranches ¹	Montant nominal de référence/Tranche		Juste valeur/Tranche		Durée moyenne pondérée (en années) ³	Actifs sous-jacents de première qualité ²	Subordination	
				Haut	Bas	Haut	Bas			Moyenne	Fourchette
TAP flux groupés	13 039 \$	941 \$	82 \$	375 \$	25 \$	40 \$	- \$	5,0	1 %	31 %	6-67 %
Titres d'emprunt d'entreprises	6 959	702	11	800	259	217	25	3,7	70 %	19 %	15-30 %
TACHC	777	447	2	453	324	238	209	5,9	61 %	44 %	43-46 %
Divers											
Autres que des TAC hypothécaires à l'habitation américains	377	85	5	130	14	34	-	4,7	s.o.	33 %	1-53 %
Titres privilégiés de fiducie	819	517	12	128	24	91	16	5,1	s.o.	49 %	45-57 %
Divers	1 190	395	9	270	7	148	-	7,1	s.o.	21 %	0-53 %
Total	23 161 \$	3 087 \$	121 \$	2 156 \$	653 \$	768 \$	250 \$				

- 1) Une tranche constitue une partie des titres offerts dans le cadre d'une même opération dont l'actif sous-jacent peut être un seul actif, un groupe d'actifs, un indice ou une autre tranche. La valeur de la tranche dépend de la valeur de l'actif sous-jacent, de la subordination et de la structure propre à la transaction, notamment les tests et les déclencheurs.
 - 2) Ou l'équivalent en fonction des cotes de crédit internes.
 - 3) La durée moyenne pondérée de notre tranche sera généralement plus courte que celle des actifs sous-jacents donnés en garantie pour un ou plusieurs motifs de l'utilisation des flux de trésorerie découlant des remboursements et des recouvrements des défaillances pour rembourser notre tranche.
- s.o. Non disponible.

TAP flux groupés

Les TAP flux groupés comprennent des actifs d'un large éventail de secteurs, et sont surtout concentrés dans le secteur des services (personnels et alimentaires) (28 %), le secteur de la diffusion, de l'édition et des télécommunications (19 %) et le secteur manufacturier (15 %). Seulement 3 % des actifs se trouvent dans le secteur de l'immobilier. L'exposition aux titres américains et aux titres européens représente respectivement 68 % et 25 % des actifs.

Titres d'emprunt d'entreprises

Les actifs sous-jacents des titres d'emprunt d'entreprises comprennent 11 tranches de TAC flux groupés synthétiques super prioritaires qui se reportent à des portefeuilles de titres d'emprunt d'entreprises américains (56 %) et européens (33%) de divers secteurs, notamment le secteur manufacturier (28 %), le secteur des institutions financières (13 %), le secteur des télécommunications et de la câblodiffusion (10 %) et le secteur de la vente au détail et de la vente en gros (9 %).

TACHC

Les deux tranches des portefeuilles de TACHC de référence synthétiques adossés à des blocs de prêts hypothécaires immobiliers commerciaux sont situées surtout aux États-Unis.

Divers

Les titres divers comprennent les TAC flux groupés adossés à des titres privilégiés de fiducies, qui sont des instruments de fonds propres de deuxième catégorie novateurs émis par des banques régionales américaines et des assureurs américains, les titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation non américains (notamment des prêts hypothécaires à l'habitation européens) et d'autres actifs, y compris les tranches de TAC flux groupés, les contrats de location d'aéronefs, les contrats de location de wagons et les créances afférentes au domaine du cinéma.

Protection souscrite auprès d'autres contreparties

Le tableau suivant présente les montants nominaux de référence et les justes valeurs (avant le rajustement de valeur du crédit de 56 M\$ US) des dérivés de crédit souscrits auprès de contreparties autres que les garants financiers, à l'exclusion des dérivés de crédit souscrits non appariés :

En millions de dollars US, au	Liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Titres non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Total			
	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence		Juste valeur	
					31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2009	31 oct. 2008
Institutions financières non bancaires	501 \$	441 \$	91 \$	10 \$	592 \$	642 \$	451 \$	463 \$
Banques	-	-	793	74	793	766	74	72
Fonds multisécuritaires canadiens	-	-	8 379	505	8 379	8 453	505	660
Divers	-	-	2	-	2	2	-	-
Total	501 \$	441 \$	9 265 \$	589 \$	9 766 \$	9 863 \$	1 030 \$	1 195 \$

La contrepartie autre qu'un garant financier couvrant nos positions dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation est une importante société américaine de services financiers et d'assurance multinationale diversifiée avec laquelle la CIBC a conclu des ententes de garantie standard. Parmi les autres contreparties qui couvrent le risque lié aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, environ 99 % ont une cote de crédit interne correspondant à une cote de première qualité.

Les actifs sous-jacents de la position couverte par des contreparties autres que les garants financiers figurent dans le tableau ci-dessous :

En millions de dollars US, au 31 janvier 2009	Liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Non liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		
	Montant nominal de référence		Montant nominal de référence		
	TAC flux groupés ¹		TAP flux groupés ²	Titres d'emprunt d'entreprises	Divers ³
Institutions financières non bancaires	501 \$	- \$	- \$	- \$	91 \$
Banques	-	434	-	-	359
Fonds multisécuritaires canadiens	-	-	-	8 379	-
Divers	-	-	-	-	2
Total	501 \$	434 \$	434 \$	8 379 \$	452 \$

1) Le montant de 501 M\$ US représente les TAC flux groupés super prioritaires dont environ 75 % sont des TAC hypothécaires à l'habitation à risque, 3 %, des TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A, 11 %, des TAC flux groupés de TACM et 12 %, des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les TAC hypothécaires à l'habitation à risque et les TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A ont tous été émis avant 2006.

2) Tous les actifs sous-jacents sont de qualité inférieure. Les positions nord-américaines représentent 5 % des actifs et les positions européennes, 95 %. Les principales concentrations sectorielles se trouvent dans le secteur des services (39 %), le secteur manufacturier (19 %) et les secteurs de la diffusion et des communications (14 %), alors que seulement 3 % des actifs appartiennent au secteur de l'immobilier.

3) Les actifs sous-jacents sont composés à environ 58 % d'actifs de première qualité ou sont assortis d'une cote équivalente, la majorité des positions étant aux États-Unis et en Europe. Les principales concentrations sectorielles se trouvent dans le secteur des services financiers et des banques, les secteurs de la fabrication, de la diffusion, de l'édition et des télécommunications et les secteurs minier, pétrolier et gazier, alors que moins de 3 % des actifs sont du secteur de l'immobilier.

Fonds multisécuritaires canadiens

Nous avons souscrit une protection de dérivés de crédit auprès de fonds multisécuritaires canadiens et généré des revenus en cédant cette protection à des tiers. Les portefeuilles de référence sont constitués d'indices diversifiés de créances d'entreprises et d'obligations de sociétés. Ces fonds multisécuritaires respectent leurs ententes quant aux garanties données et ont consenti des garanties d'un montant supérieur au risque de marché courant. L'une des contreparties à ces fonds multisécuritaires, Great North Trust, est soutenue par la CIBC et les autres contreparties aux fonds multisécuritaires étaient partie à la Proposition de Montréal.

En millions de dollars US, au 31 janvier 2009 Actifs sous-jacents		Montant nominal de référence ¹	Évaluation à la valeur du marché	Montant nominal de référence des biens donnés en garantie ²
Fonds multicédants				
Great North Trust	Indice de crédit des entreprises, qualité supérieure ³	4 029 \$	196 \$	339 \$ ⁴
MAV I / MAV II	160 entreprises de qualité supérieure ⁵	4 350	309	506
Total		8 379 \$	505 \$	845 \$
31 oct. 2008		8 453 \$	660 \$	944 \$

- Ces positions ont une échéance allant de 4 à 8 ans.
- Comprend les billets de première qualité émis par des fonds multicédants soutenus par des tiers, les billets à taux variables des sociétés, les acceptations bancaires et les engagements en matière de financement. La juste valeur des garanties au 31 janvier 2009 s'établissait à 812 M\$ US (921 M\$ US au 31 octobre 2008).
- Portefeuille statique de 126 sociétés nord-américaines de référence, qui ont obtenu une cote de première qualité à la date de création de l'indice. Parmi ces sociétés, 82,5 % ont une cote d'au moins BBB-. Parmi ces entités, 99 % sont des entités américaines. Les garants financiers constituent environ 1,6 % du portefeuille. Une tranche de 2,4 % du portefeuille a connu des incidents de crédit. Le point d'attache se situe à 30 % et il n'existe aucune exposition directe aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation ou au marché immobilier commercial américain.
- Comprennent les engagements financiers de 95 M\$ US (avec indemnités) de certains investisseurs tiers dans Great North Trust.
- Ces opérations ont été transférées des fiducies Nemertes I et Nemertes II aux instruments MAV I et MAV II à la réalisation de la Proposition de Montréal. Le portefeuille sous-jacent est constitué d'un portefeuille statique de 160 sociétés de référence, dont 91,3 % étaient des sociétés de qualité supérieure à la date de l'opération. Parmi ces sociétés, 86,3 % ont actuellement une cote d'au moins BBB- (première qualité). Parmi ces entités, 48 % sont des entités américaines. Les garants financiers constituent environ 2,5 % du portefeuille. Une tranche de 1,25 % du portefeuille a connu des incidents de crédit. Le point d'attache se situe à 20 % et il n'existe aucune exposition directe aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation ou au marché immobilier commercial américain.

Activités de financement à effet de levier

Nous fournissons du financement à effet de levier à des clients présentant un risque élevé afin de faciliter leurs activités d'acquisition, d'acquisition par emprunt et de restructuration. Nous montons généralement le crédit financier à effet de levier et syndiquons la majorité des prêts, activités pour lesquelles nous touchons des honoraires tout au long du processus.

Nous avons vendu nos activités américaines de financement à effet de levier, dans le cadre de la vente de certaines de nos activités américaines à Oppenheimer et nous sommes en voie de liquider nos activités de financement à effet de levier en Europe.

De même que pour les activités de crédit structuré en voie de liquidation, le risque inhérent à nos activités de financement à effet de levier en Europe en voie d'être liquidées est également géré par une équipe spécialisée qui a pour mandat de réduire le portefeuille résiduel. Au 31 janvier 2009, nous avons financé des prêts à effet de levier de 955 M\$ (935 M\$ au 31 octobre 2008), ainsi que des lettres de crédit et des engagements non capitalisés de 188 M\$ (210 M\$ au 31 octobre 2008).

Nos positions par secteurs dans des prêts à effet de levier européens (déduction faite des dépréciations) sont présentées ci-dessous :

En millions de dollars, au 31 janvier 2009	Montants utilisés	Montants non utilisés
Édition	89 \$	31 \$
Secteur manufacturier	310	58
Services	267	21
Transports et services publics	46	33
Négociation en gros	243	45
Total	955 \$	188 \$
31 oct. 2008	935 \$	210 \$

Portefeuille de swaps sur rendement total aux États-Unis

Notre portefeuille américain de swaps sur rendement total est composé de swaps sur rendement total principalement liés à des prêts de qualité inférieure et à des parts de fonds de couverture. Les prêts sous-jacents comprennent principalement des prêts à terme, des obligations, des marges de crédit renouvelables et des facilités de crédit à court terme aux grandes entreprises. Les actifs sous-jacents ont une cote de Baa2 ou inférieure. Les échéances moyennes du portefeuille sont de 390 jours. Le montant nominal de référence total des swaps sur rendement total est d'environ 481 M\$ (392 M\$ US). De ce total, un montant de 193 M\$ (157 M\$ US) est lié à des prêts et est adossé à des garanties au comptant de 167 M\$ (136 M\$ US). Les positions dans les fonds de couverture qui restent sont soumises à des tests de valeur de l'actif net qui établissent les exigences en matière de dépôt de garantie, ce qui permet de conserver un actif total disponible équivalent à 133 % du montant nominal de référence. Le tableau ci-après résume la valeur nominale de nos positions.

En millions de dollars US, au 31 janvier 2009	Montant nominal de référence
Prêts	157 \$
Fonds de couverture	235
Total	392 \$
31 oct. 2008	1 458 \$

Au cours du trimestre, nous avons continué à nous retirer de ce programme en résiliant les swaps sur rendement total et en cédant les actifs sous-jacents. La perte nette du portefeuille de swaps sur rendement total a atteint 7 M\$ pour le trimestre.

AUTRES ACTIVITÉS CHOISIES

Conformément aux recommandations du Financial Stability Forum, cette section donne des précisions sur d'autres activités choisies.

Activités de titrisation

Nos activités de titrisation offrent à nos clients un accès à du financement sur le marché des titres de créance. Nous soutenons plusieurs fonds multicédants au Canada qui acquièrent des blocs d'actifs financiers de nos clients, puis émettent du papier commercial aux investisseurs pour financer ces acquisitions. Nous fournissons généralement aux fonds multicédants des facilités de garantie de liquidité pour papier commercial et des services de distribution de titres, de comptabilité, de gestion des liquidités et d'autres services financiers.

Au 31 janvier 2009, nous détenions des titres de PCAC émis par les fonds multicédants que nous soutenons qui offrent des titres de PCAC à des investisseurs externes totalisant 522 M\$ (729 M\$ au 31 octobre 2008), et les facilités de garantie de liquidité consenties à ces fonds multicédants s'élevaient à 7,3 G\$. Nous avons également procuré des facilités de crédit de 60 M\$ à ces fonds multicédants au 31 janvier 2009.

Le tableau suivant présente les actifs sous-jacents donnés en garantie et l'échéance moyenne de chaque type d'actif détenu dans ces fonds multicédants.

En millions de dollars, au 31 janvier 2009	Montant ²	Durée estimative moyenne pondérée (en années)
Catégorie d'actif		
Prêts hypothécaires à l'habitation canadiens	2 917 \$	1,9
Location de véhicules	1 891	1,0
Prêts aux franchises	610	1,2
Prêts automobiles	374	1,0
Cartes de crédit	975	4,1 ¹
Locations de matériel et prêts pour le matériel	243	1,3
Divers	10	1,1
Total	7 020 \$	1,9
31 oct. 2008	8 440 \$	1,9

1) Sur la base de la période de rechargement et de la période d'amortissement considérées pour l'opération.

2) La facilité de garantie engagée au titre de ces actifs correspond aux montants présentés dans le tableau, à l'exclusion des prêts aux franchises pour lesquels la facilité atteignait 900 M\$.

Les billets à court terme émis par les fonds multicédants sont adossés aux actifs susmentionnés. Ces actifs ont dégagé une performance conforme aux critères qu'ils sont tenus de remplir pour conserver la cote de crédit des billets émis par les fonds multicédants.

Une tranche de 227 M\$ des 2 917 M\$ liés aux prêts hypothécaires à l'habitation canadiens a trait au montant titrisé par la filiale de la division du financement d'un fabricant automobile américain.

Une tranche de 553 M\$ des 1 891 M\$ liés aux contrats de crédit-bail automobile a trait aux soldes découlant de la division du financement d'un fabricant automobile américain, une tranche de 441 M\$ a trait aux soldes découlant d'entreprises canadiennes spécialisées dans la location de flottes de véhicules, et le reste se rapporte à des fabricants automobiles autres que nord-américains.

Des 374 M\$ liés aux contrats de location de voitures, une tranche de 102 M\$ a trait aux soldes découlant de la division du financement de deux fabricants automobiles américains, une tranche de 20 M\$, aux soldes découlant d'une institution financière réglementée canadienne et le reste, à des fabricants automobiles autres que nord-américains.

En outre, au 31 janvier 2009, nous détenions la totalité du papier commercial adossé à des créances émis par MACRO Trust, un des fonds multicédants soutenus par la CIBC. Cette acquisition a entraîné la consolidation du fonds multicédants et la constatation de 593 M\$ de créances liées au financement de stocks des détaillants et de 18 M\$ de billets à moyen terme soutenus par des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens. Les créances liées au financement de stocks des détaillants, issues de la division du financement d'un fabricant automobile américain, ont une durée de vie moyenne pondérée de 0,9 an et leur durée d'engagement arrive à échéance le 1^{er} juin 2009.

Nous avons également titrisé nos prêts hypothécaires et nos créances sur cartes de crédit. D'autres renseignements sur les opérations consolidées liées à la titrisation et aux entités à détenteurs de droits variables effectuées au cours du trimestre figurent à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Financement immobilier aux États-Unis

Dans notre segment de financement immobilier aux États-Unis, nous exploitons une plateforme de services complets qui assure le montage des prêts hypothécaires commerciaux à des clients du marché intermédiaire, et ce, en vertu de trois programmes. Le programme de prêts à la construction offre un taux de financement variable sur les propriétés en construction. Le programme de crédit-relais offre des taux de financement fixes et variables sur les propriétés qui sont entièrement louées ou dont une partie reste encore à louer ou à rénover.

Ces programmes fournissent la matière pour le programme de prêts à taux fixe permanent du groupe et sont généralement assortis d'une échéance moyenne de 1 an à 3 ans. Après la phase de construction et la phase de crédit-relais et une fois que les biens sont productifs, nous offrons aux emprunteurs du financement à taux fixe dans le cadre du programme permanent (généralement assorti d'une échéance de 10 ans). Le segment a aussi des capacités de négociation et de distribution de TACHC.

Au 31 janvier 2009, le groupe détenait des TACHC d'une valeur marchande de moins de 1 M\$ US.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos positions dans ce segment au 31 janvier 2009.

En millions de dollars US, au 31 janvier 2009	Engagements non capitalisés	Prêts financés
Programme de prêt à la construction	148 \$	489 \$
Programme de crédit-relais	181	1 545
Prêts hypothécaires commerciaux à taux fixe	-	51 ¹
Total	329 \$	2 085 \$
31 oct. 2008	416 \$	2 018 \$

1) Représente la valeur marchande de 137 M\$ US des prêts provisionnés couverts sur le plan économique au moyen de swaps sur taux d'intérêt et de swaps sur rendement total.

Risque lié à l'industrie de l'automobile américaine

Nous sommes exposés au risque lié à l'industrie de l'automobile américaine par nos activités de titrisation et au risque lié à nos activités en voie de liquidation relativement au fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques, comme il a été mentionné précédemment. En outre, le tableau ci-dessous présente les prêts et les engagements de crédit inutilisés que nous détenions auprès de l'industrie automobile en Amérique du Nord au 31 janvier 2009.

En millions de dollars, au 31 janvier 2009	Prêts	Engagements de crédit inutilisés
Fabricants automobiles américains ¹	6 \$	- \$
Divisions du financement lié aux fabricants automobiles américains ²	245	9
Fournisseurs et grossistes de pièces d'automobiles	140	346
Détaillants d'automobiles canadiens	534	472
Total	925 \$	827 \$
31 oct. 2008	819 \$	865 \$

1) Le risque lié aux fabricants automobiles américains est comptabilisé à la juste valeur, laquelle s'établissait à environ 4 M\$ au 31 janvier 2009. Le risque est entièrement couvert sur le plan économique au moyen de dérivés de crédit.

2) Une tranche de 138 M\$ du risque lié à la division du financement est couverte sur le plan économique au moyen de dérivés de crédit dans nos programmes de couverture de prêts aux entreprises.

En outre, nous avons des créances évaluées à la valeur du marché d'environ 16 M\$ découlant d'opérations de dérivés avec ces contreparties au 31 janvier 2009.

RÉTROSPECTIVE DU RENDEMENT FINANCIER

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008
Revenu net d'intérêts	1 333 \$	1 377 \$	1 154 \$
Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	689	827	(1 675)
Total des revenus	2 022	2 204	(521)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	284	222	172
Frais autres que d'intérêts	1 653	1 927	1 761
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	85	55	(2 454)
Économie d'impôts	(67)	(384)	(1 002)
Participations sans contrôle	5	3	4
Bénéfice net (perte nette)	147 \$	436 \$	(1 456) \$

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 179 M\$, ou 16 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la croissance des volumes des produits de détail, de la hausse du revenu du financement immobilier aux États-Unis et des frais d'intérêts moindres des activités de négociation. Ces majorations ont été en partie réduites par les revenus de trésorerie moindres et des marges défavorables à l'égard des produits de détail.

Le revenu net d'intérêts a reculé de 44 M\$, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, sous l'effet surtout de la baisse des revenus de trésorerie, atténuée en partie par les écarts favorables entre le taux d'intérêt préférentiel et le taux des acceptations bancaires, la hausse du revenu du financement immobilier aux États-Unis et l'augmentation des volumes des dépôts de détail et des produits de prêt.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 2 364 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de l'augmentation des pertes sur les activités de crédit structuré durant le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des gains liés aux valeurs disponibles à la vente du groupe Trésorerie et l'augmentation des revenus tirés de la négociation de titres de participation et de produits de prêt ont également contribué à cet accroissement. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par des baisses de valeur plus élevées dans le portefeuille inactif de Banque d'affaires, une diminution des revenus tirés des frais de gestion des avoirs, un recul des honoraires de consultation et une perte de change subie par suite du rapatriement de bénéfices non répartis. Le trimestre considéré comprend aussi des pertes plus élevées liées à l'évaluation à la valeur du marché relativement aux couvertures de taux d'intérêt pour le portefeuille de baux adossés qui n'étaient pas admissibles à la comptabilité de couverture.

Le revenu autre que d'intérêts a reculé de 138 M\$, ou 17 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la diminution du gain lié aux programmes de couverture de prêts aux entreprises, des pertes de change sur le rapatriement de bénéfices non répartis comparativement aux gains de change sur le rapatriement de capital et de bénéfices non répartis au trimestre précédent, et des pertes de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille de baux adossés, dont il a déjà été question. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des gains réalisés sur les valeurs disponibles à la vente du groupe Trésorerie, l'accroissement des revenus tirés de la négociation de titres de participation et de produits de prêt et la diminution des réductions et des pertes de valeur des services de Banque d'affaires. Les résultats du trimestre précédent comprenaient un gain découlant de la réduction de notre engagement non capitalisé à l'égard d'un billet de financement variable, en partie atténué par les pertes liées aux activités de crédit structuré et la hausse des rajustements à la valeur marchande de certaines positions du compte de négociation.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 112 M\$, ou 65 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de l'accentuation des pertes dans le portefeuille des cartes, attribuable à la hausse des comptes en souffrance et à l'augmentation du nombre de faillites, et à la hausse des provisions déduction faite des recouvrements dans le portefeuille de prêts aux entreprises, ces facteurs découlant de la détérioration de la conjoncture économique.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 62 M\$, ou 28 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de l'accentuation des pertes dans le portefeuille des cartes, attribuable à la hausse des comptes en souffrance, et à l'augmentation du nombre de faillites, et à la hausse des provisions dans le portefeuille de

prêts aux entreprises, ces facteurs découlant de la détérioration de la situation économique.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 108 M\$, ou 6 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la vente de certaines de nos activités américaines et de la diminution de la rémunération liée au rendement. Les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent comprennent les recouvrements plus élevés liés aux droits à la plus-value des actions (DPVA).

Les frais autres que d'intérêts ont connu une baisse de 274 M\$, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des frais d'occupation, des honoraires et des charges de projet, en partie neutralisée par la hausse de la rémunération liée au rendement. Les résultats du trimestre précédent comprennent les charges liées aux indemnités de départ.

Impôts sur les bénéfices

L'économie d'impôts a diminué de 935 M\$ en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de l'incidence fiscale de la perte subie au cours de ce trimestre.

L'économie d'impôts a diminué de 317 M\$ en regard du trimestre précédent. Les résultats du trimestre considéré comprennent une économie d'impôts relativement aux pertes de change liées au rapatriement de bénéfices non répartis. Les résultats du trimestre précédent comprennent une charge d'impôts relativement aux gains de change liés au rapatriement de capital et de bénéfices non répartis et une économie d'impôts attendue de 486 M\$ découlant de règlements liés à Enron. La diminution du revenu exonéré d'impôts a également contribué à l'économie d'impôts au cours du trimestre considéré.

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs atteignait 2,0 G\$, déduction faite d'une provision pour moins-value de 52 M\$ US (64 M\$). L'actif d'impôts futurs

comprend des reports sur les exercices suivants de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital totalisant 1 258 M\$ qui viennent à échéance dans 20 ans, un montant de 76 M\$ lié aux reports sur les exercices suivants de pertes fiscales canadiennes en capital n'ayant pas de date d'échéance, et un montant de 471 M\$ lié à nos activités américaines. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie de l'actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

Les taux d'imposition réels sont exceptionnels pour le trimestre considéré et le trimestre précédent, surtout en raison de l'incidence des éléments mentionnés précédemment.

Change

Nos résultats libellés en dollars américains ont subi l'incidence des fluctuations des taux de change du dollar américain par rapport au dollar canadien. Le dollar canadien a reculé de 23 % en moyenne par rapport au dollar américain en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a donné lieu à une hausse de 10 M\$ de la valeur convertie des bénéfices des établissements dont la monnaie de fonctionnement est le dollar américain.

Le dollar canadien s'est déprécié de 10 % en moyenne par rapport au dollar américain en regard du trimestre précédent, ce qui a entraîné une augmentation de 5 M\$ de la valeur convertie des bénéfices des établissements dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain.

Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les données par action Pour les trois mois terminés le	2009				2008			
	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avril
Revenus								
Marchés de détail CIBC	2 416 \$	2 367 \$	2 377 \$	2 284 \$	2 410 \$	2 855 \$	2 393 \$	2 342 \$
Marchés mondiaux CIBC	(368)	(318)	(598)	(2 166)	(2 957)	5	455	606
Siège social et autres	(26)	155	126	8	26	86	131	102
Total des revenus	2 022	2 204	1 905	126	(521)	2 946	2 979	3 050
Dotation à la provision pour pertes sur créances	284	222	203	176	172	132	162	166
Frais autres que d'intérêts	1 653	1 927	1 725	1 788	1 761	1 874	1 819	1 976
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	85	55	(23)	(1 838)	(2 454)	940	998	908
Charge (économie) d'impôts	(67)	(384)	(101)	(731)	(1 002)	45	157	91
Participations sans contrôle	5	3	7	4	4	11	6	10
Bénéfice net (perte nette)	147 \$	436 \$	71 \$	(1 111) \$	(1 456) \$	884 \$	835 \$	807 \$
Bénéfice (perte) par action								
– de base	0,29 \$	1,07 \$	0,11 \$	(3,00) \$	(4,39) \$	2,55 \$	2,33 \$	2,29 \$
– dilué ¹	0,29 \$	1,06 \$	0,11 \$	(3,00) \$	(4,39) \$	2,53 \$	2,31 \$	2,27 \$

1) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

Les facteurs saisonniers ont eu une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui en général engendre une diminution du bénéfice. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activité sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de gros.

Les revenus ont été plus élevés au quatrième trimestre de 2007 en raison principalement du gain lié à la restructuration de Visa. Les revenus de Marchés mondiaux CIBC ont été touchés négativement depuis le troisième trimestre de 2007 par les baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation, tout particulièrement pendant l'exercice 2008 en raison des charges pour la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Les provisions liées au crédit de détail ont augmenté au début du second semestre de 2008, surtout en raison de la hausse des pertes du portefeuille des cartes. Cette situation découle de la croissance des volumes de même que de la détérioration de l'économie dans le secteur des biens de consommation. Les recouvrements et les reprises associés aux prêts aux entreprises ont reculé, comparativement aux niveaux élevés atteints dans le passé. Le deuxième trimestre de 2007 comprenait une reprise de la provision générale et le premier trimestre de 2009, une augmentation de la provision générale.

La rémunération liée au rendement a diminué depuis le troisième trimestre de 2007. La reprise nette sur les provisions pour les questions judiciaires a également entraîné des frais inférieurs au troisième et au quatrième trimestres de 2007.

Une économie d'impôts sur les bénéfices a été réalisée au cours des trois premiers trimestres de 2008, du fait de la perte subie au cours de la période. Une réduction d'impôts de 486 M\$ découlant de la hausse des économies d'impôts attendues par suite du règlement de poursuites judiciaires liées à Enron a été constatée au quatrième trimestre de 2008. Des recouvrements d'impôts sur les bénéfices liés au règlement favorable de diverses vérifications fiscales et aux éventualités d'ordre fiscal moindres ont été constatés dans les résultats du deuxième et du quatrième trimestres de 2008 et des trois derniers trimestres de 2007. En règle générale, le revenu exonéré d'impôts a progressé tout au long de la période, jusqu'au troisième trimestre de 2008. Depuis, le revenu exonéré d'impôts accuse une baisse constante. Les dividendes exonérés d'impôts reçus au quatrième trimestre de 2007 ont été plus élevés. Les résultats du dernier trimestre de 2007 ont bénéficié d'un taux d'imposition moindre sur le gain lié à la restructuration de Visa, et les résultats des deux derniers trimestres de 2007 ont été favorisés par un taux d'imposition plus faible sur la reprise nette sur les provisions liées aux questions judiciaires. Les économies d'impôts sur les pertes de change découlant du rapatriement lié à nos activités étrangères ont été incluses dans les résultats du premier trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2008. Les charges d'impôts relatives au rapatriement lié à nos activités étrangères sont comprises dans les résultats des quatrième trimestres de 2008 et de 2007.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 54 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures conformes aux PCGR se rapportant à la CIBC consolidée. Les rapprochements des mesures non conformes aux PCGR par secteurs d'activité sont présentés dans leur section respective.

Mesures des résultats

En millions de dollars, sauf les données par action		Pour les trois mois terminés le		
		31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008
Revenu net d'intérêts		1 333 \$	1 377 \$	1 154 \$
Revenu autre que d'intérêts		689	827	(1 675)
Total des revenus présentés selon les états financiers	A	2 022	2 204	(521)
Rajustement selon la BIE	B	15	23	61
Total des revenus (BIE) ¹	C	2 037 \$	2 227 \$	(460) \$
Frais autres que d'intérêts présentés selon les états financiers	D	1 653 \$	1 927 \$	1 761 \$
Moins : amortissement des autres actifs incorporels		11	11	10
Frais autres que d'intérêts – comptabilité de caisse ¹	E	1 642 \$	1 916 \$	1 751 \$
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle présenté(e) selon les états financiers	F	85 \$	55 \$	(2 454) \$
Rajustement selon la BIE	B	15	23	61
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle (BIE) ¹	G	100 \$	78 \$	(2 393) \$
Impôts sur les bénéfices présentés selon les états financiers	H	(67) \$	(384) \$	(1 002) \$
Rajustement selon la BIE	B	15	23	61
Autres rajustements d'impôts	I	-	(23)	56
Impôts sur les bénéfices rajustés ¹	J	(52) \$	(384) \$	(885) \$
Bénéfice net (perte nette) applicable aux actions ordinaires	K	111 \$	407 \$	(1 486) \$
Ajouter : effet après impôts de l'amortissement des autres actifs incorporels		9	8	8
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions ordinaires – comptabilité de caisse ¹	L	120 \$	415 \$	(1 478) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base (en milliers)	M	380 911	380 782	338 732
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées (en milliers)	N	381 424	381 921	340 811
Coefficient d'efficacité – comptabilité de caisse (BIE) ¹	E/C	80,6 %	86,0 %	négl.
Taux d'imposition réel déclaré (BIE) ^{1, 2}	(H+B)/G	(52,0) %	(462,8)%	39,3 %
Taux d'imposition réel rajusté ^{1, 2}	(H+I)/F	(78,8) %	(740,0) %	38,5 %
Taux d'imposition réel rajusté (BIE) ^{1, 2}	J/G	(52,0) %	(492,3) %	37,0 %
Bénéfice (perte) de base par action – comptabilité de caisse ¹	L/M	0,32 \$	1,09 \$	(4,36) \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action – comptabilité de caisse ^{1, 3}	L/N	0,31 \$	1,09 \$	(4,36) \$

Ratios des fonds propres rajustés

Les ratios des fonds propres rajustés sont calculés en rajustant les fonds propres réglementaires pour tenir compte des émissions de fonds propres annoncées avant la fin de la période, mais conclues après la fin de celle-ci⁴. De l'avis de la direction, les ratios des fonds propres rajustés fournissent des informations supplémentaires qui rendent compte de l'incidence des opérations importantes de gestion du capital sur la structure du capital.

En millions de dollars, au 31 janvier 2009		Fonds propres de première catégorie		Total des fonds propres
Fonds propres réglementaires déclarés		12 017 \$		18 115 \$
Émission d'actions privilégiées annoncée avant et conclue après le 31 janvier 2009		316		316
Fonds propres réglementaires rajustés ¹	O	12 333 \$	P	18 431 \$
Actifs réglementaires pondérés en fonction du risque	Q	122 400 \$	Q	122 400 \$
Ratio des fonds propres rajusté ¹	O/Q	10,1 %	P/Q	15,1 %

1) Mesures non conformes aux PCGR.

2) Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, représente les taux de recouvrement d'impôts applicables à la perte avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle.

3) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

4) Les organismes de réglementation exigent que les rachats de fonds propres annoncés avant la fin de la période, mais conclus après la fin de celle-ci, soient inclus dans le calcul du ratio des fonds propres comptabilisé au cours de cette période.

négl. Négligeable en raison de la perte nette.

MARCHÉS DE DÉTAIL CIBC

Marchés de détail CIBC offrent une gamme complète de produits et services financiers à des particuliers et à des clients de services bancaires d'entreprise, ainsi que des services de gestion de placements à des clients de détail et à des clients institutionnels partout dans le monde.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008
Revenus			
Services bancaires personnels	1 457 \$	1 430 \$	1 415 \$
Service bancaires aux entreprises	330	337	352
Gestion des avoirs	323	363	396
FirstCaribbean	180	161	126
Divers	126	76	121
Total des revenus (a)	2 416	2 367	2 410
Dotation à la provision pour pertes sur créances	327	266	189
Frais autres que d'intérêts (b)	1 305	1 363	1 353
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	784	738	868
Charge d'impôts	217	178	204
Participations sans contrôle	5	6	4
Bénéfice net (c)	562 \$	554 \$	660 \$
Coefficient d'efficacité (b/a)	54,0 %	57,6 %	56,1 %
Amortissement des autres actifs incorporels (d)	8 \$	8 \$	8 \$
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) ² ((b-d)/a)	53,7 %	57,2 %	55,8 %
Rendement des capitaux propres ²	45,5 %	44,5 %	54,3 %
Montant au titre du capital économique ² (e)	(168) \$	(163) \$	(156) \$
Bénéfice économique ² (c+e)	394 \$	391 \$	504 \$
Effectif permanent	27 727	27 923	27 984

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Aperçu financier

En 2009, nous avons remanié nos secteurs d'activité afin de mieux refléter la gestion de nos activités. Par suite du remaniement, les secteurs d'activité se présentent comme suit :

- Services bancaires personnels – comprenant les dépôts personnels et le crédit personnel, les cartes de crédit, les prêts hypothécaires à l'habitation et l'assurance
- Services bancaires aux entreprises – comprenant les dépôts commerciaux et le crédit commercial, les prêts hypothécaires commerciaux et le Groupe Entreprises
- Gestion des avoirs – comprenant les segments Courtage de détail et Gestion d'actifs
- FirstCaribbean
- Divers

De plus, nous avons transféré l'incidence de la titrisation de Marchés de détail vers Siège social et autres, ce qui a eu des répercussions sur le total des revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances et le bénéfice net.

L'information des périodes précédentes a été retraitée pour tenir compte de ces changements.

Le bénéfice net du trimestre s'est établi à 562 M\$, en baisse de 98 M\$, ou 15 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces résultats reflètent la conjoncture économique qui a donné lieu à une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à une diminution des revenus tirés de la gestion des avoirs. Par ailleurs, le bénéfice net a souffert de la hausse du taux d'imposition réel au cours du trimestre considéré. Les baisses ont été en partie contrebalancées par une croissance vigoureuse des volumes dans la plupart des produits et par une gestion efficace des coûts.

Le bénéfice net a augmenté de 8 M\$, ou 1 %, en regard du trimestre précédent, avec une majoration de 2 % du revenu et une compression des frais, qui ont plus que compensé l'augmentation de la dotation pour pertes sur créances et la hausse du taux d'imposition réel.

Revenus

Les revenus ont progressé de 6 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels ont augmenté de 42 M\$, surtout en raison de la croissance vigoureuse des volumes dans la plupart des produits, en partie contrebalancée par le rétrécissement des marges. Les marges se sont rétrécies dans l'ensemble en raison de la baisse des taux d'intérêt et d'une diminution des honoraires liés au refinancement hypothécaire, mais ont bénéficié de l'élargissement des écarts entre le taux d'intérêt préférentiel et le taux des acceptations bancaires au cours du trimestre considéré.

Les revenus de Services bancaires aux entreprises ont diminué de 22 M\$, principalement en raison du rétrécissement des marges.

Le recul de 73 M\$ des revenus de Gestion des avoirs est essentiellement imputable à la diminution des revenus tirés des honoraires découlant du déclin de la valeur des actifs, engendrée par les conditions du marché.

Les revenus de FirstCaribbean ont bondi de 54 M\$, surtout à cause de la faiblesse du dollar canadien.

Les revenus se sont accrus de 49 M\$, ou 2 %, en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels ont augmenté de 27 M\$, surtout en raison de l'incidence de l'écart entre le taux d'intérêt préférentiel et le taux des acceptations bancaires et de la croissance du volume des dépôts et des prêts, contrebalancées en partie par l'incidence négative des taux d'intérêt à la baisse.

La diminution de 40 M\$ des revenus du segment Gestion des avoirs s'explique surtout par la diminution des revenus d'honoraires découlant des baisses de la valeur des actifs entraînées par les conditions du marché, neutralisée en partie par l'accroissement des nouvelles émissions.

Les revenus de FirstCaribbean ont progressé de 19 M\$, surtout à cause de la faiblesse du dollar canadien.

Les revenus du segment Divers ont augmenté de 50 M\$, surtout en raison de la hausse des revenus de trésorerie répartis.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a bondi de 138 M\$, ou 73 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de hausses dans le portefeuille de cartes de crédit attribuables à l'augmentation du nombre de radiations nettes et de faillites et de la hausse des provisions découlant de la croissance des comptes en souffrance liée à la détérioration du contexte économique.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 61 M\$, ou 23 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de hausses dans le portefeuille de cartes de crédit attribuables à l'augmentation du nombre de radiations nettes et de faillites et de la hausse des provisions découlant de la croissance des comptes en souffrance liée à la détérioration du contexte économique.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 48 M\$, ou 4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse de la rémunération liée au rendement et de la gestion efficace des coûts.

La chute de 58 M\$, ou 4 % des frais autres que d'intérêts par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par la diminution de la rémunération liée au rendement et la baisse des charges de projet.

Impôts sur les bénéfices

La majoration de 13 M\$, ou 6 % au titre des impôts sur les bénéfices par rapport au même trimestre de l'exercice précédent a découlé en grande partie de la hausse du taux d'imposition réel.

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 39 M\$, ou 22 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse du taux d'imposition réel et de l'augmentation des bénéfices.

MARCHÉS MONDIAUX CIBC

Marchés mondiaux CIBC représente le secteur des services bancaires de gros de la CIBC. Pour remplir son mandat de banque d'investissement chef de file axée sur les clients au Canada, Marchés mondiaux CIBC offre un large éventail de produits de crédit, des produits des marchés financiers, des services bancaires d'investissement, des Services de banque d'affaires et des services de recherche aux gouvernements, aux clients institutionnels, aux grandes entreprises et aux particuliers au Canada et sur les principaux marchés dans le monde.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008
Revenus (BIE) ²			
Marchés financiers	307 \$	11 \$	224 \$
Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement	156	113	181
Divers	(816)	(419)	(3 301)
Total des revenus (BIE) ²	(353)	(295)	(2 896)
Rajustement selon la BIE	15	23	61
Total des revenus	(368)	(318)	(2 957)
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	19	(10)	17
Frais autres que d'intérêts	267	288	351
Perte avant impôts sur les bénéficiaires et participations sans contrôle	(654)	(596)	(3 325)
Économie d'impôts	(241)	(726)	(1 166)
Participations sans contrôle	-	(3)	-
(Perte nette) bénéficiaire net (a)	(413) \$	133 \$	(2 159) \$
Rendement des capitaux propres ²	(63,4) %	20,6 %	(391,7) %
Montant au titre du capital économique ² (b)	(94) \$	(82) \$	(72) \$
(Perte) bénéficiaire économique ² (a+b)	(507) \$	51 \$	(2 231) \$
Effectif permanent	1 025	1 047	1 287

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Aperçu financier

En 2009, nous avons remanié nos secteurs d'activité afin de mieux refléter le nouveau positionnement des activités de Marchés mondiaux CIBC. Par suite du remaniement, les secteurs d'activité se présentent comme suit :

- Marchés financiers – comprenant les titres de participation, les dérivés mondiaux et les risques stratégiques, les titres à revenu fixe, les monnaies et les activités de distribution
- Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement – comprenant les produits de crédit aux entreprises, les services bancaires d'investissement, le financement immobilier américain et les services de base de Banque d'affaires
- Divers – comprenant les services inactifs de Banque d'affaires, les activités de crédit structuré et les autres activités en voie de liquidation, les activités abandonnées et les programmes de couverture des prêts aux entreprises

L'information des périodes précédentes a été retraitée pour tenir compte de ces changements.

La perte nette s'est établie à 413 M\$, comparativement à une perte nette de 2 159 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique par l'augmentation des pertes sur les activités de crédit structuré au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La perte nette a augmenté de 546 M\$ en regard du trimestre précédent. Le trimestre précédent comprenait une économie d'impôts de 486 M\$ attendue découlant de règlements liés à Enron.

Revenus

Les revenus ont progressé de 2 589 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus des Marchés financiers se sont accrus de 83 M\$, en raison surtout d'une hausse des revenus tirés de la négociation de titres de participation et de produits de prêt.

Les revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement ont fléchi de 25 M\$, principalement en raison de la diminution des honoraires de consultation, contrebalancée en partie par la hausse des revenus du financement immobilier américain.

La hausse de 2 485 M\$ des revenus du segment Divers a été engendrée principalement par des pertes plus élevées sur les activités de crédit structuré au trimestre correspondant de l'exercice précédent, dont il a déjà été fait mention. Cette hausse a été en partie contrebalancée par des pertes ou des baisses de valeur dans le portefeuille inactif de Banque d'affaires, la baisse des revenus de trésorerie répartis et l'incidence de la vente de certaines de nos activités américaines. Nous avons également constaté des pertes plus élevées, liées à l'évaluation à la valeur du marché, sur les couvertures de taux d'intérêt pour le portefeuille de baux adossés qui n'était pas admissible à la comptabilité de couverture.

Les revenus ont diminué de 50 M\$ en regard du trimestre précédent.

Les revenus des Marchés financiers se sont accrus de 296 M\$, surtout en raison de l'augmentation des revenus tirés des titres à revenu fixe, de la négociation de titres de participation et de produits de prêt.

Les revenus des Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement ont augmenté de 43 M\$, ce qui est principalement attribuable à la réduction des baisses ou des pertes de valeur dans le portefeuille des services de base de Banque d'affaires et à l'augmentation des revenus dans le financement immobilier américain et des nouvelles émissions, contrebalancées en partie par la diminution des honoraires de consultation.

Les revenus du segment Divers ont chuté de 397 M\$, principalement en raison des pertes plus élevées sur les activités de crédit structuré, des gains moins importants liés aux programmes de couverture de prêts aux entreprises et des pertes sur les couvertures de baux adossés liées à l'évaluation à la valeur du marché, tel que décrit précédemment. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par une baisse des rajustements à la valeur marchande de certaines positions du compte de négociation que nous continuons à gérer.

Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est fixée à 19 M\$ par rapport à 17 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des provisions attribuable à la détérioration de la conjoncture économique, déduction faite des recouvrements, dans le portefeuille de prêts aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevée à 19 M\$, en regard d'une reprise de 10 M\$ au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des provisions attribuable à la détérioration de la conjoncture économique.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 84 M\$, ou 24 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la vente de certaines de nos activités américaines et de la réduction des frais aux termes d'autres initiatives visant la compression des coûts.

Les frais autres que d'intérêts ont connu une baisse de 21 M\$, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des frais d'occupation et des honoraires, en partie neutralisée par la hausse de la rémunération liée au rendement.

Impôts sur les bénéfices

Le recouvrement d'impôts s'est établi à 241 M\$, comparativement à un recouvrement de 1 166 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, s'expliquant par l'augmentation des pertes sur les activités de crédit structuré au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La baisse de 485 M\$ au titre du recouvrement d'impôts est principalement attribuable à une économie d'impôts attendue découlant de règlements liés à Enron au cours du trimestre précédent.

Effectif permanent

L'effectif permanent comptait 262 employés de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la vente de certaines de nos activités américaines.

SIÈGE SOCIAL ET AUTRES

Le **groupe Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance (y compris la Trésorerie), Administration ainsi que Gestion du risque, qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC, en plus des coentreprises CIBC Mellon, et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan, non directement attribuables aux secteurs d'activité. L'incidence de la titrisation revient au groupe Siège social et autres. La portion restante des revenus et des frais est généralement répartie entre les secteurs d'activité.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008
Total des revenus	(26) \$	155 \$	26 \$
Recouvrement de pertes sur créances	(62)	(34)	(34)
Frais autres que d'intérêts	81	276	57
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	(45)	(87)	3
(Économie) charge d'impôts	(43)	164	(40)
(Perte nette) bénéfice net	(2) \$	(251) \$	43 \$
Effectif permanent	10 252	10 728	10 966

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

En 2009, nous avons transféré l'incidence de la titrisation de Marchés de détail vers Siège social et autres, ce qui a eu des répercussions sur le total des revenus, la dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances et le bénéfice net. L'information des périodes précédentes a été retraitée pour tenir compte de ce changement.

La perte nette s'est établie à 2 M\$, en regard d'un bénéfice net de 43 M\$ pour la même période de l'exercice précédent. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenait l'avantage de la comptabilisation des recouvrements d'impôts calculés selon les taux d'imposition prévus par la loi pour des exercices antérieurs, lesquels étaient plus élevés.

La perte nette a diminué de 249 M\$, en regard du trimestre précédent. Le trimestre précédent a été touché par la hausse des coûts du siège social non répartis, lesquels comprennent les indemnités de départ et les charges de projet, ainsi que par la perte après impôts de 92 M\$ découlant du rapatriement de capital et de bénéfices non répartis.

Revenus

Le recul de 52 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent est essentiellement imputable à une perte de change de 48 M\$ concernant des activités de rapatriement, une baisse des revenus de trésorerie et des pertes plus élevées liées aux activités de titrisation. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent a été touché par des pertes sur des opérations de couverture portant sur les attributions de DPVA.

Les revenus ont reculé de 181 M\$ en regard du trimestre précédent en raison des pertes de change liées au rapatriement de bénéfices non répartis, contre des gains de change comptabilisés au trimestre précédent, liés au rapatriement de bénéfices non répartis et de capital tirés de nos activités étrangères.

Recouvrement de pertes sur créances

Le recouvrement de pertes sur créances s'explique essentiellement par la titrisation de créances découlant de la réduction des prêts et créances imputable à ces activités.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 24 M\$, ou 42 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenait des recouvrements plus élevés liés aux opérations de couverture portant sur les attributions de DPVA.

Les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 195 M\$, ou 71 %, comparativement au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des indemnités de départ.

Impôts sur les bénéfices

L'économie d'impôts s'est accrue de 3 M\$, ou 8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'incidence du rapatriement de bénéfices non répartis susmentionnée a été partiellement contrebalancée par l'avantage de la comptabilisation des recouvrements d'impôts du trimestre correspondant de l'exercice précédent, calculés selon les taux d'imposition prévus par la loi plus élevés.

L'économie d'impôts a totalisé 43 M\$, comparativement à une charge d'impôts de 164 M\$ au trimestre précédent, principalement en raison des incidences fiscales liées aux activités de rapatriement précitées.

Effectif permanent

L'effectif permanent comptait 714 employés de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison des économies de productivité au Canada et de la réduction du soutien à l'infrastructure découlant de la vente de certaines de nos activités américaines.

L'effectif permanent comptait 476 employés de moins qu'au trimestre précédent en raison des activités de restructuration.

SITUATION FINANCIÈRE

Revue du bilan consolidé

En millions de dollars, au	31 janv. 2009	31 oct. 2008
Actif		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	9 642 \$	8 959 \$
Valeurs mobilières	80 947	79 171
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	33 253	35 596
Prêts	165 157	171 475
Instruments dérivés	34 144	28 644
Autres actifs	30 672	30 085
Total de l'actif	353 815 \$	353 930 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts	226 383 \$	232 952 \$
Instruments dérivés	38 851	32 742
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres	44 606	44 947
Autres passifs	22 786	22 015
Titres secondaires	6 728	6 658
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	189	185
Capitaux propres	13 672	13 831
Total du passif et des capitaux propres	353 815 \$	353 930 \$

Actif

Le total de l'actif en date du 31 janvier 2009 était similaire à celui en date du 31 octobre 2008.

Les titres comprennent les valeurs disponibles à la vente, les valeurs du compte de négociation, les valeurs désignées à la juste valeur et les valeurs détenues jusqu'à l'échéance. Au cours du trimestre, la composition du portefeuille a été modifiée compte tenu que les valeurs du compte de négociation venues à échéance ont été réinvesties dans des titres d'emprunt et des titres du gouvernement, lesquels sont classés à titre de valeurs disponibles à la vente.

La variation nette des valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres s'explique en grande partie par des décisions d'entreprise visant à réduire certains risques sous-jacents.

Les prêts ont diminué principalement en raison de la titrisation des prêts hypothécaires à l'habitation, déduction faite de la croissance des volumes, et des remboursements.

Les instruments dérivés ont augmenté au cours du trimestre, surtout en raison de l'accroissement de leur valeur marchande découlant de la variation des taux d'intérêt, neutralisé en partie par la réduction de la valeur marchande des dérivés de change.

La hausse des autres actifs est principalement attribuable à l'augmentation des engagements de clients en vertu d'acceptations.

Passif

Le total du passif en date du 31 janvier 2009 était similaire à celui en date du 31 octobre 2008.

La baisse des dépôts s'explique en majeure partie par une réduction des dépôts d'entreprises et de gouvernements découlant de nos exigences de financement, contrebalancée en partie par la croissance des dépôts personnels.

Les instruments dérivés classés comme passif ont augmenté pour les mêmes raisons abordées dans la section des instruments dérivés classés comme actif susmentionnée.

Les autres passifs ont progressé essentiellement en raison de l'augmentation des acceptations bancaires et des garanties sur dérivés à payer.

Capitaux propres

Les capitaux propres au 31 janvier 2009 étaient de 159 M\$, ou 1 %, moins élevés qu'au 31 octobre 2008, représentant les bénéfices et les dividendes déclarés sur actions ordinaires et actions privilégiées au cours du trimestre considéré.

Sources de financement

Nous gérons notre capital de façon à maintenir des sources de capitaux solides et efficaces, d'augmenter le plus possible le rendement en fonction du risque pour les actionnaires, et de satisfaire aux exigences réglementaires. Pour plus de précisions, se reporter aux pages 63 à 66 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Fonds propres réglementaires

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Les changements dans les éléments constitutifs de nos fonds propres réglementaires sont présentés dans le tableau qui suit :

En millions de dollars, au	31 janv. 2009	31 oct. 2008
Fonds propres de première catégorie	12 017 \$	12 365 \$
Fonds propres de deuxième catégorie	6 098	5 764
Total des fonds propres réglementaires	18 115	18 129
Actif pondéré en fonction du risque	122 400	117 946
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,8 %	10,5 %
Ratio du total des fonds propres	14,8 %	15,4 %
Ratio actif/fonds propres	17,7x	17,9x

Le ratio des fonds propres de première catégorie a diminué de 0,7 % depuis la fin de l'exercice, principalement en raison des charges liées aux activités de crédit structuré du trimestre et de la croissance des actifs pondérés en fonction du risque de crédit dans le portefeuille de négociation, imputables surtout à la baisse des cotes des garants financiers. Par ailleurs, le ratio des fonds propres de première catégorie a été durement touché par la fin des dispositions transitoires du BSIF visant les droits acquis au titre des investissements importants avant le 31 décembre 2006, lesquels ont été entièrement déduits des fonds propres de deuxième catégorie à la fin de l'exercice. Le ratio des fonds propres de première catégorie a profité de la baisse des actifs pondérés en fonction du

risque liés aux prêts hypothécaires à l'habitation, en raison de la hausse des prêts hypothécaires garantis.

Le ratio du total des fonds propres a diminué de 0,6 % depuis la fin de l'exercice, principalement en raison des charges liées aux activités de crédit structuré du trimestre et de la croissance des actifs pondérés en fonction du risque de crédit dans le portefeuille de négociation, imputables surtout à la baisse des cotes des garants financiers. Ce ratio a profité de la baisse des actifs pondérés en fonction du risque liés aux prêts hypothécaires à l'habitation, en raison de la hausse des prêts hypothécaires garantis.

Après le 31 janvier 2009, soit le 4 février 2009, nous avons conclu une émission de 13 millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, à taux rajusté, série 35 pour un produit net de 316 M\$. Si l'émission avait été conclue en date du 31 janvier 2009, le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres auraient respectivement été de 10,1 % ¹ et de 15,1 % ¹.

1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des titrisations, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des cautionnements. Les précisions sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 67 à 69 de la Reddition de compte annuelle 2008.

Les risques associés aux entités prenant part à la titrisation de créances de tiers (entités soutenues ou structurées par la CIBC et structurées par des tiers) sont résumés dans le tableau suivant. Les placements, généralement des valeurs mobilières, sont présentés à la juste valeur. Les prêts, dont aucun n'est douteux, sont comptabilisés à la valeur nominale. Les facilités de liquidité et de crédit inutilisées ainsi que les dérivés de crédit option vendeur sont présentés selon les montants nominaux de référence.

En millions de dollars, au	31 janv. 2009			31 oct. 2008		
	Placements et prêts ¹	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées	Dérivés de crédit vendus (montant nominal de référence) ²	Placements et prêts ¹	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées	Dérivés de crédit vendus (montant nominal de référence) ²
Fonds multicédants soutenus par la CIBC	601 \$	6 845 \$ ³	- \$	805 \$	7 984 \$ ³	- \$
Entités émettrices de TAC avec flux groupés structurées par la CIBC	720	70	783	772	69	766
Entités structurées par des tiers	7 246	1 054	17 078	8 167	1 091	17 174

1) Compte non tenu des valeurs émises par les entités incorporées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), Fannie Mae, Freddie Mac, Ginnie Mae, la Federal Home Loan bank, la Federal Farm Credit Bank et Sally Mae. Le risque lié aux entités émettrices de TAC avec flux groupés structurées par la CIBC et aux entités émettrices structurées par des tiers a été couvert par des dérivés de crédit avec des tiers pour un montant de 6,1 G\$ (6,7 G\$ au 31 octobre 2008).

2) Comprennent les options vendues à titre de dérivés de crédit et les swaps sur rendement total en vertu desquels nous assumons le risque. La juste valeur comptabilisée dans le bilan consolidé a été de (6,1) G\$ ((5,6) G\$ au 31 octobre 2008). Un montant nominal totalisant 15,9 G\$ (16,0 G\$ au 31 octobre 2008) a été couvert par une protection de dérivés de crédit obtenue de tiers. La juste valeur de ces couvertures, déduction faite du rajustement lié à l'évaluation du crédit, s'est établie à 1,5 G\$ (1,2 G\$ au 31 octobre 2008). Le cumul des pertes liées à la juste valeur pour les dérivés de crédit vendus non couverts s'est fixé à 1,6 G\$ (1,3 G\$ au 31 octobre 2008).

3) Déduction faite d'un investissement et de prêts de 601 M\$ (805 M\$ au 31 octobre 2008) dans les fonds multicédants soutenus par la CIBC.

Au 31 janvier 2009, nous détenions la totalité du papier commercial adossé à des créances émis par MACRO Trust, un des fonds multicédants soutenus par la CIBC. Cette acquisition a entraîné la consolidation du fonds multicédants et la constatation de 593 M\$ de créances liées au financement de stocks des détaillants et de 18 M\$ de billets à moyen terme soutenus par des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens. Les créances liées au financement de stocks des détaillants, issues de la division du financement d'un fabricant automobile américain, ont une durée de vie moyenne pondérée de 0,9 an et leur durée d'engagement arrive à échéance le 1^{er} juin 2009.

Pour plus de précisions sur la titrisation de nos propres créances, voir la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Activités importantes de gestion du capital

Le tableau suivant offre un sommaire des principales activités de gestion de capital :

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le 31 janv. 2009
Émission d'actions ordinaires	12 \$
Dividendes	
Actions privilégiées – classées à titre de capitaux propres	(36)
Actions privilégiées – classées à titre de passif	(8)
Actions ordinaires	(332)

Pour plus de précisions, se reporter à la note 6 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

GESTION DU RISQUE

Notre approche à l'égard de la gestion du risque est sensiblement la même que celle décrite aux pages 70 à 83 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Vue d'ensemble

Nous gérons le risque et les ressources connexes au bilan en fonction de niveaux de tolérance établis par nos comités de gestion et approuvés par le conseil d'administration et ses comités. Les principales politiques de gestion du risque sont approuvées ou renouvelées chaque année par les comités du conseil et les comités de gestion applicables. Des renseignements additionnels sur la gestion du risque par les comités du conseil et les comités de gestion sont donnés à la section Gouvernance de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Plusieurs divisions au sein du groupe Gestion du risque, indépendamment de leurs activités d'origine, contribuent à la gestion du risque. Par suite de la restructuration de la gestion du risque au cours du trimestre, ce groupe est maintenant constitué des quatre divisions suivantes :

- La division **Gestion des risques liés aux marchés financiers** qui offre une surveillance indépendante des politiques, procédures et normes liées à la mesure, à la surveillance et au contrôle du risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), du risque de crédit dans nos activités de négociation et du risque opérationnel de négociation à l'échelle des portefeuilles de la CIBC.
- La division **Gestion du risque des produits, Produits de cartes, Crédit de détail et Prêts hypothécaires** qui surveille la gestion du risque de crédit et de fraude dans les portefeuilles de cartes de crédit, de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts de détail, notamment l'optimisation de la rentabilité des prêts.
- La division **Crédit sur stock et Gestion du risque de placement** qui est responsable de la qualité des portefeuilles de la CIBC pondérés en fonction du risque au moyen de la gestion générale de l'approbation du risque de crédit relatif aux PME, aux grandes entreprises et au crédit sur stock, ainsi que la gestion des portefeuilles de créances spéciales et des portefeuilles de placement.
- La division **Services liés au risque** qui est responsable d'une gamme d'activités, dont l'analyse stratégique des risques; la gestion du portefeuille de crédit; la présentation de l'information financière aux termes de l'Accord de Bâle II; le capital économique; l'analyse du risque de crédit; la méthode de notation du risque; la gestion du risque opérationnel et des risques d'entreprise; l'approbation et la validation des modèles et des paramètres.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle essentiellement de nos activités directes de prêt et de nos activités de négociation, d'investissement et de couverture. Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions contractuelles.

Processus et contrôle

Le contrôle du processus d'approbation du crédit est centralisé, toutes les demandes de crédit importantes étant envoyées à une unité de gestion du risque de crédit et n'ayant aucun lien avec les activités de montage de prêts. Les pouvoirs d'approbation dépendent du niveau de risque et du montant demandé. Dans certains cas, les demandes de crédit doivent être soumises au Comité de gestion du risque (CGR) pour approbation.

Après l'approbation initiale, chaque risque de crédit continue d'être surveillé et, au moins chaque année, une évaluation complète du risque, y compris la révision des notes, est consignée en dossier. Les comptes très risqués sont surveillés de près et sont revus au moins chaque trimestre. De plus, des groupes de recouvrement et des groupes spécialisés de restructuration gèrent au quotidien les prêts très risqués pour maximiser les recouvrements.

Limites de risque de crédit

Des limites de crédit sont établies pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements afin de diversifier le portefeuille et de gérer la concentration du risque. Il s'agit par exemple de limites fixées pour des emprunteurs, des groupes d'emprunteurs liés, des secteurs, des pays ou des régions géographiques, et des produits ou des portefeuilles. La vente directe de prêts, les opérations de couverture de dérivés de crédit ou d'opérations structurées servent à réduire les concentrations de risque.

Atténuation du risque de crédit

Nos politiques en matière de gestion du risque de crédit comprennent des exigences liées à l'évaluation et à la gestion des garanties, notamment des exigences sur le plan de la vérification et de la certitude juridique. Les évaluations sont mises à jour périodiquement selon la nature des garanties. Les principaux types de garanties sont les suivants : des liquidités ou des valeurs s'il s'agit de prêts de valeurs et d'opérations de prise en pension de titres; des droits grevant les stocks, les débiteurs et les immeubles pour les prêts accordés aux emprunteurs commerciaux; des prêts hypothécaires sur des biens immeubles résidentiels dans le cas de prêts de détail et

des actifs d'exploitation pour ce qui est des emprunts de grandes entreprises et de PME.

Nous obtenons des cautionnements et des assurances de tiers afin de réduire le risque associé à nos portefeuilles de prêts. La plus importante de ces garanties est liée à la tranche de notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation garantie par la SCHL, société détenue par le gouvernement du Canada ou par d'autres contreparties de qualité supérieure.

Nous utilisons les dérivés de crédit pour atténuer les concentrations de prêts dans des secteurs d'activité et le risque lié aux prêts relatifs à un débiteur particulier, ou aux fins de techniques de diversification du portefeuille.

Nous limitons le risque de crédit des dérivés négociés hors Bourse par l'utilisation d'accords généraux de compensation de dérivés multiproduits et de garanties.

Exposition au risque de crédit

Notre exposition brute au risque de crédit évaluée à titre d'exposition en cas de défaillance (ECD) pour les instruments financiers au bilan et hors bilan était de 476,7 G\$ au 31 janvier 2009 (458,7 G\$ au 31 octobre 2008). Cette variation a été surtout entraînée par l'augmentation des engagements non utilisés dans les catégories des entités souveraines et des banques, contrebalancée en partie par la diminution des engagements non utilisés dans le secteur du crédit personnel garanti – immobilier.

Risque de crédit de contrepartie

Nous nous exposons à un risque de crédit de contrepartie qui découle de nos activités de gestion de portefeuilles et de couverture et négociation de risques de crédit sur marchandises, sur actions, sur devises et sur taux d'intérêt au moyen de dérivés, comme il est précisé à la note 14 des états financiers consolidés de 2008.

Nous établissons un rajustement de valeur du crédit pour les pertes sur créances futures prévues pour chacune des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés. Au 31 janvier 2009, le rajustement de valeur du crédit pour toutes les contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés s'élevait à 4,8 G\$ (4,7 G\$ au 31 octobre 2008).

Notation des créances évaluées à la valeur du marché liées à des dérivés¹

En milliards de dollars, au	31 janvier 2009	31 octobre 2008
Équivalent de Standard & Poor's		
AAA à BBB-	7,3 \$ 69,2 %	8,3 \$ 80,9 %
BB+ à B-	2,4 \$ 22,9	1,2 \$ 11,5
CCC+ à CCC-	0,6 \$ 6,1	0,7 \$ 6,6
Inférieure à CCC-	0,2 \$ 1,2	- \$ 0,2
Sans cote	0,1 \$ 0,6	0,1 \$ 0,8
Total	10,6 \$ 100,0 %	10,3 \$ 100,0 %

1) Évaluation à la valeur du marché des contrats de dérivés, compte tenu des rajustements de l'évaluation du crédit et des accords généraux de compensation de dérivés, mais compte non tenu des garanties.

Prêts douteux, provision et dotation à la provision pour pertes sur créances

En millions de dollars, au	31 janv. 2009	31 oct. 2008
Prêts douteux bruts		
Prêts à la consommation	668 \$	584 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements ¹	457	399
Total des prêts douteux bruts	1 125 \$	983 \$
Provision pour pertes sur créances		
Prêts à la consommation	936 \$	888 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements ¹	615	558
Total de la provision pour pertes sur créances	1 551 \$	1 446 \$
Comprend :		
Provision spécifique pour prêts	701 \$	631 \$
Provision générale pour prêts ²	850	815
Total de la provision pour pertes sur créances	1 551 \$	1 446 \$

1) Comprennent des portefeuilles de cotation du risque PME qui sont gérés en groupes en vertu de l'Accord de Bâle II.

2) Exclut la provision générale au titre des facilités de crédit inutilisées de 76 M\$ (77 M\$ au 31 octobre 2008).

Les prêts douteux bruts se sont accrus de 142 M\$, ou 14 %, en regard du 31 octobre 2008. Les prêts douteux bruts à la consommation ont augmenté de 84 M\$, ou 14 %, tandis que les prêts douteux bruts aux entreprises et aux gouvernements ont connu une hausse de 58 M\$ ou 15 %. Le total des prêts douteux bruts a augmenté de 90 M\$ au Canada et a augmenté de 21 M\$ aux États-Unis, et de 31 M\$ dans les autres pays. L'augmentation générale des prêts douteux bruts est principalement attribuable aux prêts hypothécaires à l'habitation, au crédit personnel, aux secteurs des services aux entreprises et du transport.

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 105 M\$, ou 7 % en regard du 31 octobre 2008. La provision spécifique s'est accrue de 70 M\$, ou 11 % par rapport au 31 octobre 2008, principalement en raison d'augmentations dans les secteurs des cartes de crédits, du crédit personnel, des services aux entreprises et du transport. La provision générale a augmenté de 35 M\$

comparativement au 31 octobre 2008 du fait des augmentations au portefeuille de prêts aux entreprises.

Pour plus de précisions sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section Rétrospective du rendement financier.

Risque de marché

Activités de négociation

Le tableau suivant montre la valeur à risque (VAR) par catégorie de risque pour l'ensemble des activités de négociation de la CIBC.

La VAR pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009 présentée dans le tableau et dans le graphique sur les essais à rebours ci-dessous ne tient pas compte du risque lié aux activités en voie de liquidation, comme il est précisé aux pages 10 à 18 du présent rapport de gestion. En raison de la volatilité et du manque de liquidités sur les marchés, le degré d'incertitude à l'égard de l'évaluation quantitative du risque pour ces positions est très élevé. Ces positions sont gérées de façon indépendante de nos activités de négociation.

VAR par catégorie de risque – portefeuille de négociation

En millions de dollars	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le							
	31 janv. 2009				31 oct. 2008		31 janv. 2008	
	Haute	Faible	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	7,5 \$	3,5 \$	4,5 \$	4,8 \$	8,9 \$	6,4 \$	10,9 \$	7,4 \$
Risque d'écart de taux	7,9	1,1	1,6	2,1	8,7	7,2	9,7	12,8
Risque lié aux actions	6,0	3,9	4,0	4,8	5,2	5,0	6,4	5,0
Risque de change	2,4	0,3	0,5	1,3	1,4	0,5	0,7	0,7
Risque lié aux marchandises	1,0	0,3	0,8	0,6	0,5	0,6	0,8	0,8
Risque spécifique de la dette	6,0	1,5	2,4	2,3	7,1	6,6	8,6	10,5
Effet de diversification ¹	négl.	négl.	(7,1)	(7,8)	(16,0)	(13,3)	(16,6)	(18,5)
Risque total	14,6 \$	6,1 \$	6,7 \$	8,1 \$	15,8 \$	13,0 \$	20,5 \$	18,7 \$

¹ La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché, en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille. négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haute) et la valeur minimale (faible) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

Revenus de négociation

Le graphique d'essais à rebours des revenus de négociation (BIE)¹ et de la VAR ci-après compare les revenus quotidiens réels de négociation (BIE)¹ du trimestre considéré et des trois trimestres précédents et les mesures de la VAR du jour précédent.

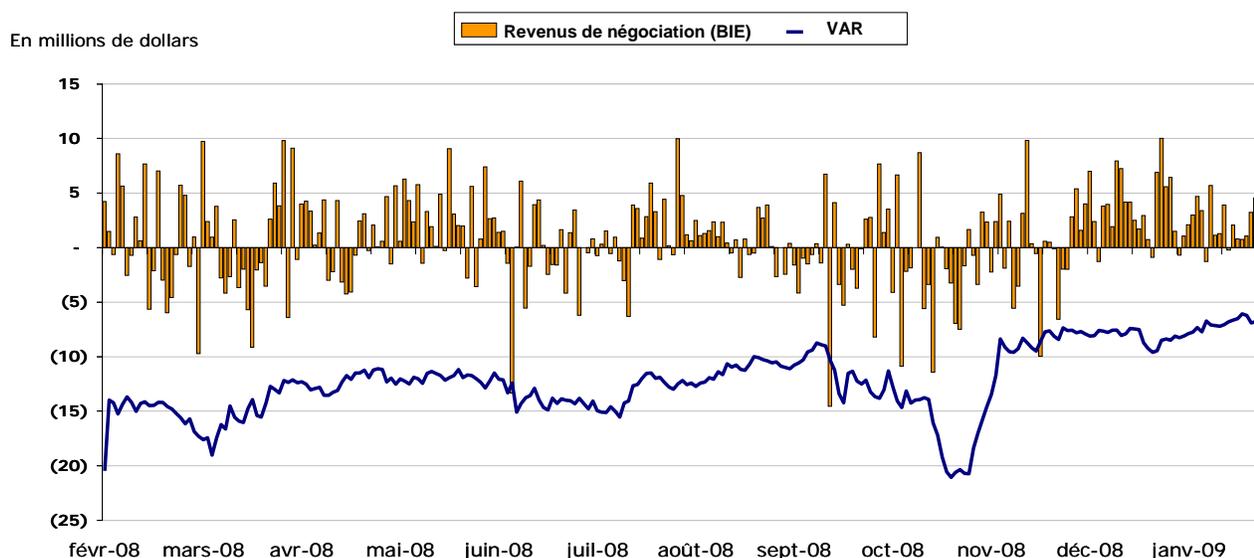
Les revenus de négociation (BIE)¹ ont été positifs pendant 76 % des jours du trimestre. Les pertes découlant des activités de négociation ont dépassé la VAR pendant une journée au cours du trimestre, en raison des mouvements fortement défavorables à l'échelle des marchés financiers. Les revenus quotidiens moyens de négociation (BIE)¹ se sont élevés à 2 M\$ au cours du trimestre.

Les revenus de négociation (BIE)¹ pour le trimestre considéré ne tiennent pas compte de (727,7) M\$ ayant trait à la consolidation d'entités à détenteurs de droits variables ainsi qu'aux pertes découlant des activités de négociation subies dans les secteurs en voie de liquidation, notamment (751,7) M\$ ayant trait à la diminution de la juste valeur du crédit structuré et aux rajustements de valeur à l'égard du risque de crédit effectués par la contrepartie et (10,6) M\$ ayant trait aux pertes subies des autres positions dans les portefeuilles en voie de liquidation.

Le risque moyen total a diminué de 38 % par rapport au dernier trimestre, surtout en raison de la réduction proactive de notre risque de marché des portefeuilles de négociation. Le risque moyen total n'est pas comparable à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison de l'inclusion des activités en voie de liquidation.

La perte du marché réalisée réelle peut différer de la perte supposée par la mesure de la VAR pour diverses raisons. Les fluctuations des taux et des cours du marché peuvent différer de celles du passé qui sont utilisées pour calculer la mesure de la VAR. Par ailleurs, la mesure de la VAR ne tient pas compte des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %.

Essais à rebours des revenus de négociation (BIE)¹ c. la VAR



1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Activités autres que de négociation

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt à l'égard du portefeuille autre que de négociation s'entend essentiellement du risque inhérent à la gestion de l'actif et du passif (GAP) et aux activités des filiales au Canada et à l'étranger. Le risque de taux d'intérêt résulte des différences entre les échéances ou les dates de réévaluation des actifs et passifs au bilan et hors bilan, ainsi que des options intégrées des produits de détail. Divers instruments de trésorerie et instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés et des options, sont employés pour gérer et contrôler ces risques.

Le tableau ci-après fait état de l'incidence sur les douze prochains mois d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 points de base des taux d'intérêt, rajustée pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs.

Sensibilité aux taux d'intérêt – activités autres que de négociation (après impôts)

En millions de dollars, au	31 janv. 2009			31 oct. 2008			31 janv. 2008		
	\$	\$ US	Divers	\$	\$ US	Divers	\$	\$ US	Divers
Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Bénéfice net	115 \$	(21) \$	8 \$	74 \$	(18) \$	5 \$	23 \$	(1) \$	- \$
Variation de la valeur actuelle des capitaux propres	203	(48)	(3)	225	(36)	(5)	101	31	36
Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Bénéfice net	(53) \$	20 \$	(9) \$	(59) \$	18 \$	(5) \$	(56) \$	1 \$	- \$
Variation de la valeur actuelle des capitaux propres	(226)	47	1	(255)	36	5	(143)	(31)	(37)

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité lié à la gestion de nos actifs et de nos passifs découle de nos activités générales de financement. Il s'agit du risque de ne pas dégager les fonds nécessaires pour faire face à des engagements financiers courants sans la mobilisation de fonds à des taux défavorables ou la vente forcée d'actifs.

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité visent à maintenir des ressources financières suffisamment liquides pour financer continuellement notre bilan, que les conditions du marché soient normales ou difficiles.

Nous obtenons du financement auprès de sources de détail et de gros. Les dépôts personnels de base demeurent une source principale de financement de détail. Au 31 janvier 2009, les dépôts de particuliers en dollars canadiens totalisaient 92,5 G\$ (90,5 G\$ au 31 octobre 2008).

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité incluent la diversification des sources du financement de gros à terme, à l'intérieur de limites imposées par la prudence, parmi une gamme d'échéances à l'aide de divers moyens de financement, de la titrisation des créances, d'une capitalisation adéquate et de blocs distincts d'actifs liquides de grande qualité pouvant être vendus ou donnés en garantie pour nous assurer une source immédiate de fonds. Ensemble, ces stratégies diminuent la dépendance envers le financement de gros à court terme.

De nouvelles facilités mises en œuvre en 2008 par divers gouvernements et des banques centrales du monde entier, y compris la Banque du Canada et la Federal Reserve Bank, approvisionnent en liquidités les systèmes financiers. Ces mesures exceptionnelles d'approvisionnement en liquidités comprennent l'élargissement des types admissibles de garanties, et la disponibilité de liquidités à terme au moyen de prises en pension de titres et la vente à la SCHL de blocs de titres hypothécaires à l'habitation couverts par la *Loi nationale sur l'habitation*. De temps à autre, nous utilisons ces facilités de financement à terme, donnant en garantie de ces obligations une combinaison d'actifs des secteurs public et privé.

Le sommaire des actifs liquides au bilan est présenté dans le tableau qui suit :

En milliards de dollars, au	31 janv. 2009	31 oct. 2008
Encaisse	1,0 \$	1,1 \$
Dépôts auprès d'autres banques	8,6	7,9
Valeurs mobilières ¹	33,4	39,6
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	33,3	35,6
	76,3 \$	84,2 \$

1) Comprennent les valeurs disponibles à la vente et les instruments financiers désignés à leur juste valeur dont la durée résiduelle du contrat est d'un an ou moins et les valeurs du compte de négociation.

Dans le cours normal des affaires, la gestion des garanties prévoit la cession en garantie de certains actifs, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 31 janvier 2009, les actifs cédés en garantie, y compris à l'égard des obligations couvertes et des valeurs empruntées ou financées au moyen de mises en pension de titres, atteignaient 44,3 G\$ (44,6 G\$ au 31 octobre 2008).

L'accès aux sources de financement de gros et le coût de financement dépendent de divers facteurs, dont

les cotes de crédit. Nos cotes n'ont pas été modifiées au cours du trimestre considéré.

Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles donnent lieu à des engagements de paiements futurs ayant une incidence sur nos besoins en matière de liquidité et de capital à court et à long terme. Ces obligations comprennent des passifs financiers, des engagements au titre du crédit et des liquidités et d'autres obligations contractuelles.

Les précisions sur nos obligations contractuelles figurent aux pages 81 à 82 de la Reddition de comptes annuelle 2008. Il n'y pas eu de changements importants aux obligations contractuelles dans le cours normal des affaires.

Risque opérationnel

En décembre 2008, nous avons reçu l'approbation formelle du BSIF pour l'application de l'approche des mesures avancées (AMA) visant le risque opérationnel.

Autres risques

Nous avons également des politiques et des procédés pour mesurer, surveiller et contrôler les autres risques, notamment les risques juridiques et de réputation, le risque de réglementation, le risque stratégique et le risque environnemental.

Pour plus de précisions, se reporter aux pages 82 à 83 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

QUESTIONS RELATIVES À LA COMPTABILITÉ ET AU CONTRÔLE

Conventions comptables critiques et estimations

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2008.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et estimations comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 83 à 88 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Évaluation des instruments financiers

Les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer les sources d'établissement de la juste valeur des instruments financiers devant être détenus à la juste valeur dans le bilan consolidé et le pourcentage des instruments financiers, classés par catégorie, qui font l'objet d'une évaluation à la juste valeur au moyen de ces techniques figurent dans le tableau ci-après :

Au 31 janvier 2009	Cours du marché	Technique d'évaluation – données observables du marché	Technique d'évaluation – données observables autres que du marché
Actif			
Valeurs du compte de négociation	75 %	19 %	6 %
Valeurs disponibles à la vente	83	14	3
Instruments financiers désignés à la juste valeur	5	94	1
Instruments dérivés	3	86	11
Passif			
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	82 %	18 %	-
Instruments financiers désignés à la juste valeur	-	94	6
Instruments dérivés	2	76	22

Au 31 octobre 2008	Cours du marché	Technique d'évaluation – données observables du marché	Technique d'évaluation – données observables autres que du marché
Actif			
Valeurs du compte de négociation	87 %	10 %	3 %
Valeurs disponibles à la vente	54	39	7
Instruments financiers désignés à la juste valeur	3	96	1
Instruments dérivés	4	82	14
Passif			
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	74 %	26 %	-
Instruments financiers désignés à la juste valeur	-	88	12
Instruments dérivés	4	73	23

Le tableau qui suit présente les montants des instruments financiers, classés par catégorie, qui font l'objet d'une évaluation à la juste valeur au moyen d'une technique d'évaluation basée sur les données observables autres que du marché en ce qui a trait à l'ensemble de la CIBC et aux activités de crédit structuré en voie de liquidation.

En millions de dollars, au	31 janv. 2009	31 janv. 2009	31 janv. 2009
	Activités de crédit structuré en voie de liquidation	Total CIBC	Total CIBC
Actif			
Valeurs du compte de négociation	471 \$	954 \$	6 %
Valeurs disponibles à la vente	215	1 204	3
Instruments financiers désignés à la juste valeur	198	207	1
Instruments dérivés	3 628	3 811	11
Passif			
Instruments financiers désignés à la juste valeur	509	509	6
Instruments dérivés	7 461	8 636	22

Nous faisons preuve de jugement pour établir les rajustements de la valeur compte tenu de divers facteurs touchant l'évaluation. Ces facteurs comprennent, entre autres, sans s'y limiter, l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur, l'illiquidité découlant des problèmes d'absorption du marché, l'incertitude des paramètres et d'autres risques de marché, le risque lié aux modèles, le risque de crédit et les frais d'administration futurs.

Le tableau suivant résume nos rajustements de valeur.

En millions de dollars, au	31 janv. 2009	31 oct. 2008
Valeurs du compte de négociation		
Risque de marché	26 \$	43 \$
Dérivés		
Risque de marché	153	223
Risque de crédit	4 830	4 672
Frais d'administration	31	30
Divers	5	6
	5 045 \$	4 974 \$

La plupart de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation nécessitent l'application de techniques d'évaluation faisant appel à des données observables autres que du marché. Les cours des courtiers indicatifs dans un marché inactif et les modèles internes établis faisant appel aux paramètres du marché prévus plutôt qu'aux paramètres observables, que nous considérons comme étant des données observables autres que du marché, servent principalement à l'évaluation de ces positions.

Après avoir obtenu ces évaluations, nous jugeons si un rajustement de valeur du crédit est nécessaire pour comptabiliser le risque qu'une de nos contreparties ne soit pas ultimement en mesure de respecter ses engagements.

Nos rajustements de valeur du crédit continuent de reposer sur les écarts de taux observables sur le marché pour chacune des contreparties, lorsque cette information est disponible. Ces écarts sont appliqués en relation à la durée moyenne pondérée des instruments sous-jacents protégés par ces contreparties, et les probabilités de défaillance liées à ces écarts sont prises en compte. Par ailleurs, notre méthode tient en compte la corrélation entre le rendement des actifs sous-jacents et les contreparties.

Lorsqu'une contrepartie n'a pas d'écarts de taux observables, nous utilisons des données de remplacement qui tiennent compte du profil de crédit de celle-ci.

Le cas échéant, pour certains garants financiers, nous calculons le rajustement de l'évaluation du crédit en nous fondant sur les montants recouvrables estimatifs.

Nos expositions au risque de crédit structuré non couvert (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation) sont sensibles aux variations de l'évaluation à la valeur du marché, généralement en fonction des cours indicatifs des courtiers ou des modèles internes, tel qu'il est décrit précédemment. Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions sous-jacentes entraînerait une perte d'environ 8 M\$ dans notre portefeuille de positions non couvertes sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et de 50 M\$ dans notre portefeuille de titres non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, à l'exclusion de nos positions non couvertes détenues jusqu'à l'échéance et compte non tenu de notre accord avec Cerberus.

Une diminution de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions de crédit structuré couvertes au bilan autres que celles classées comme détenues jusqu'à l'échéance et une augmentation de 10 % dans l'évaluation à la juste valeur (avant les rajustements de l'évaluation du crédit) de tous les dérivés de crédit dans nos positions de crédit structuré couvertes entraîneraient une perte nette d'environ 273 M\$, compte non tenu de notre accord avec Cerberus. La juste valeur de la protection de Cerberus devrait raisonnablement contrebalancer toute variation de la juste valeur des positions couvertes sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Une réduction de 10 % des débiteurs, déduction faite des rajustements de l'évaluation du crédit, des garants financiers entraînerait une perte nette d'environ 237 M\$.

La perte totale constatée dans les états des résultats consolidés liés aux instruments financiers, dont la juste valeur est évaluée à l'aide d'une technique d'évaluation exigeant des paramètres du marché non observables, s'est élevée à 691 M\$.

Facteurs de risque liés aux rajustements de la juste valeur

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement et effectué les baisses de valeur appropriées jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur. Les montants des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur pourraient être modifiés si des événements le justifient.

Nos politiques établissent des normes exigeant que la vérification indépendante du prix des instruments négociés

se fasse au moins chaque mois. Si aucun prix adéquat n'est disponible sur le marché et que cette situation engendre la non-conformité pour une position particulière, la direction doit évaluer le besoin d'établir un rajustement de valeur pour faire face aux incertitudes à l'égard de l'évaluation.

Reclassement des actifs financiers

En octobre 2008, certains actifs financiers détenus à des fins de négociation, pour lesquels il n'existait pas de marché actif et que la direction a l'intention de conserver jusqu'à leur échéance ou de conserver pour un avenir prévisible, ont été reclassés en date du 1^{er} août 2008, à la juste valeur à cette date respectivement comme détenus jusqu'à l'échéance et disponibles à la vente. Au cours du trimestre considéré, nous avons également reclassé 144 M\$ d'actifs financiers détenus à des fins de négociation comme valeurs disponibles à la vente.

Si le reclassement susmentionné n'avait pas été effectué, des pertes latentes de 322 M\$ et de 26 M\$ liées au reclassement de valeurs respectivement dans la catégorie détenues jusqu'à l'échéance et dans la catégorie valeurs disponibles à la vente auraient été incluses dans l'état des résultats consolidé pour l'exercice considéré.

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Actifs incorporels

En date du 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », en remplacement du chapitre 3062 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et du chapitre 3450 du *Manuel de l'ICCA*, « Frais de recherche et de développement ». Le nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels.

L'adoption de cette norme n'a entraîné aucune modification dans la constatation de nos écarts d'acquisition et de nos actifs incorporels. Toutefois, nous avons reclassé rétroactivement les actifs incorporels liés aux logiciels d'application d'une valeur comptable nette de 374 M\$ au 31 janvier 2009 (385 M\$ au 31 octobre 2008) du poste Terrains, bâtiments et matériel au poste Logiciels et autres actifs incorporels de notre bilan consolidé.

Transition aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables de l'ICCA a confirmé son intention de remplacer les PCGR du Canada par les normes IFRS. La CIBC adoptera la présentation selon les IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011 et présentera les données à des fins de comparaison pour l'exercice ouvert le 1^{er} novembre 2010.

Le projet de transition aux IFRS de la CIBC se poursuit avec la mise en place d'une infrastructure formelle de gouvernance et d'un plan de transition. À ce stade-ci, il est encore trop tôt pour nous prononcer sur l'incidence financière prévue qu'aura la transition aux IFRS sur le bilan

et sur les résultats d'exploitation courants puisque des modifications aux normes comptables sont prévues avant la transition aux IFRS.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué, au 31 janvier 2009, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 31 janvier 2009, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

Table des matières

43	Bilan consolidé
44	État des résultats consolidé
45	État de l'évolution des capitaux propres consolidé
46	État du résultat étendu consolidé
47	État des flux de trésorerie consolidé
48	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

48	Note 1 –	Modification des conventions comptables	51	Note 7 –	Garants financiers
48	Note 2 –	Juste valeur des instruments financiers	51	Note 8 –	Impôts sur les bénéfices
49	Note 3 –	Valeurs mobilières	52	Note 9 –	Salaires et avantages sociaux
50	Note 4 –	Provision pour pertes sur créances	52	Note 10 –	Résultat par action
50	Note 5 –	Titrisations et entités à détenteurs de droits variables	53	Note 11 –	Cautionnements
51	Note 6 –	Capital-actions	54	Note 12 –	Informations sectorielles
			55	Note 13 –	Événement postérieur à la date du bilan

BILAN CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars, aux	31 janv. 2009	31 oct. 2008
ACTIF		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 333 \$	1 558 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	8 309	7 401
Valeurs mobilières (note 3)		
Compte de négociation	16 357	37 244
Disponibles à la vente	36 007	13 302
Désignées à la juste valeur	21 798	21 861
Détenues jusqu'à l'échéance	6 785	6 764
	80 947	79 171
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	33 253	35 596
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	85 658	90 695
Particuliers	32 493	32 124
Cartes de crédit	10 461	10 829
Entreprises et gouvernements	38 096	39 273
Provision pour pertes sur créances (note 4)	(1 551)	(1 446)
	165 157	171 475
Divers		
Instruments dérivés	34 144	28 644
Engagements de clients en vertu d'acceptations	9 342	8 848
Terrains, bâtiments et matériel	1 620	1 623
Écart d'acquisition	2 123	2 100
Logiciels et autres actifs incorporels	798	812
Autres actifs (note 8)	16 789	16 702
	64 816	58 729
	353 815 \$	353 930 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	101 179 \$	99 477 \$
Entreprises et gouvernements	113 534	117 772
Banques	11 670	15 703
	226 383	232 952
Divers		
Instruments dérivés	38 851	32 742
Acceptations	9 345	8 848
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	6 465	6 924
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	38 141	38 023
Autres passifs	13 441	13 167
	106 243	99 704
Titres secondaires	6 728	6 658
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	189	185
Capitaux propres		
Actions privilégiées (note 13)	2 631	2 631
Actions ordinaires (note 6)	6 074	6 062
Actions autodétenues	-	1
Surplus d'apport	100	96
Bénéfices non répartis	5 257	5 483
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(390)	(442)
	13 672	13 831
	353 815 \$	353 930 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Pour les trois mois terminés le

Non vérifié, en millions de dollars	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008
Revenu d'intérêts			
Prêts	1 908 \$	2 204 \$	2 582 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	171	261	529
Valeurs mobilières	662	650	664
Dépôts auprès d'autres banques	54	112	230
	2 795	3 227	4 005
Frais d'intérêts			
Dépôts	1 040	1 415	2 208
Autres passifs	350	356	563
Titres secondaires	64	71	72
Passif au titre des actions privilégiées	8	8	8
	1 462	1 850	2 851
Revenu net d'intérêts	1 333	1 377	1 154
Revenu autre que d'intérêts			
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	102	79	176
Frais sur les dépôts et les paiements	193	193	195
Commissions sur crédit	60	63	60
Honoraires d'administration de cartes	95	81	77
Honoraires de gestion de placements et de garde	108	129	136
Revenu tiré des fonds communs de placement	159	190	212
Revenu tiré des assurances, déduction faite des réclamations	66	65	58
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	120	128	170
Revenu de négociation (note 7)	(720)	(499)	(3 127)
Gains (pertes) sur valeurs disponibles à la vente, montant net	148	(71)	(49)
Revenu tiré des valeurs mobilières désignées à la juste valeur	44	(163)	(29)
Revenu tiré des créances titrisées	119	134	144
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	117	214	132
Divers	78	284	170
	689	827	(1 675)
Total des revenus	2 022	2 204	(521)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 4)	284	222	172
Frais autres que d'intérêts			
Salaires et avantages sociaux (note 9)	932	1 048	994
Frais d'occupation	134	175	145
Matériel informatique, logiciels et matériel de bureau	245	298	262
Communications	68	71	74
Publicité et expansion des affaires	47	55	53
Honoraires	40	60	51
Taxes d'affaires et impôts et taxe sur le capital	30	29	25
Divers	157	191	157
	1 653	1 927	1 761
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	85	55	(2 454)
Économie d'impôts	(67)	(384)	(1 002)
	152	439	(1 452)
Participations sans contrôle	5	3	4
Bénéfice net (perte nette)	147 \$	436 \$	(1 456) \$
Bénéfice (perte) par action (en dollars) (note 10)			
– de base	0,29 \$	1,07 \$	(4,39) \$
– dilué(e)	0,29 \$	1,06 \$	(4,39) \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,87 \$	0,87 \$	0,87 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

Pour les trois mois terminés le

Non vérifié, en millions de dollars	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008
Actions privilégiées			
Solde au début de la période	2 631 \$	2 331 \$	2 331 \$
Émission d'actions privilégiées	-	300	-
Solde à la fin de la période	2 631 \$	2 631 \$	2 331 \$
Actions ordinaires			
Solde au début de la période	6 062 \$	6 060 \$	3 133 \$
Émission d'actions ordinaires	12	3	2 948
Frais d'émission, déduction faite des impôts sur les bénéfices connexes	-	(1)	(32)
Solde à la fin de la période	6 074 \$	6 062 \$	6 049 \$
Actions autodétenues			
Solde au début de la période	1 \$	- \$	4 \$
Achats	(1 955)	(1 861)	(2 959)
Ventes	1 954	1 862	2 967
Solde à la fin de la période	- \$	1 \$	12 \$
Surplus d'apport			
Solde au début de la période	96 \$	89 \$	96 \$
Charge au titre des options sur actions	4	2	3
Options sur actions exercées	-	-	(1)
Prime nette (escompte net) sur les actions autodétenues	1	3	(14)
Divers	(1)	2	2
Solde à la fin de la période	100 \$	96 \$	86 \$
Bénéfices non répartis			
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	5 483 \$	5 409 \$	9 017 \$
Rajustement pour modification de conventions comptables	(6) ¹	-	(66) ²
Solde au début de la période, après retraitement	5 477	5 409	8 951
Bénéfice net (perte nette)	147	436	(1 456)
Dividendes			
Actions privilégiées	(36)	(29)	(30)
Actions ordinaires	(332)	(331)	(291)
Divers	1	(2)	-
Solde à la fin de la période	5 257 \$	5 483 \$	7 174 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes			
Solde au début de la période	(442) \$	(745) \$	(1 092) \$
Autres éléments du résultat étendu	52	303	243
Solde à la fin de la période	(390) \$	(442) \$	(849) \$
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	4 867 \$	5 041 \$	6 325 \$
Capitaux propres à la fin de la période	13 672 \$	13 831 \$	14 803 \$

1) Représente l'incidence de la modification de la date de mesure au titre des avantages sociaux futurs. Pour plus de précisions, voir la note 9.

2) Représente l'incidence de l'adoption de l'abrégé modifié du Comité sur les problèmes nouveaux 46 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, *Baux adossés*.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008
Bénéfice net (perte nette)	147 \$	436 \$	(1 456) \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes			
Écart de conversion			
Gains nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements étrangers autonomes	26	1 712	973
Gains nets (pertes nettes) sur opérations de couverture de risque de change	3	(1 293)	(746)
	29	419	227
Variation nette des valeurs disponibles à la vente			
Gains latents (pertes latentes) sur les valeurs disponibles à la vente, montant net	87	(111)	(21)
Reclassement de (gains nets) pertes nettes en résultat net	(62)	(31)	106
	25	(142)	85
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie			
(Pertes nettes) gains nets sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(4)	29	(36)
Pertes nettes (gains nets) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net	2	(3)	(33)
	(2)	26	(69)
Total des autres éléments du résultat étendu	52	303	243
Résultat étendu	199 \$	739 \$	(1 213) \$

(CHARGE D'IMPÔTS) ÉCONOMIE D'IMPÔTS ATTRIBUÉE À CHACUNE DES COMPOSANTES DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008
Écart de conversion			
Variations des investissements dans des établissements étrangers autonomes	(7) \$	(40) \$	(3) \$
Variations des opérations de couverture de risque de change	(15)	588	374
Variation nette des valeurs disponibles à la vente			
(Gains latents) pertes latentes sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(56)	14	15
Reclassement de gains nets (pertes nettes) en résultat net	30	8	(89)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie			
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	3	(14)	20
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net	(1)	2	18
	(46) \$	558 \$	335 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Pour les trois mois terminés le

Non vérifié, en millions de dollars	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008
Flux de trésorerie d'exploitation			
Bénéfice net (perte nette)	147 \$	436 \$	(1 456) \$
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net (la perte nette) des flux de trésorerie d'exploitation :			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	284	222	172
Amortissement ¹	103	61	62
Rémunération à base d'actions	(3)	(1)	(19)
Impôts futurs	(130)	(494)	(53)
(Gains) pertes sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(148)	71	49
(Gains) pertes à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	(1)	1	-
Autres éléments hors caisse, montant net	(8)	251	66
Variations des actifs et des passifs d'exploitation			
Intérêts courus à recevoir	134	(25)	104
Intérêts courus à payer	(92)	(24)	(24)
Montants à recevoir sur contrats de dérivés	(5 196)	(5 398)	663
Montants à payer sur contrats de dérivés	5 345	7 397	(954)
Variation nette des valeurs du compte de négociation	21 031 ²	(2 926) ²	414
Variation nette des valeurs désignées à la juste valeur	63	518	(3 973)
Variation nette des autres instruments financiers désignés à la juste valeur	4 083	5 570	(581)
Impôts exigibles	87	(45)	(1 794)
Divers, montant net	(236)	(3 039)	(3 779)
	25 463	2 575	(11 103)
Flux de trésorerie de financement			
Dépôts, déduction faite des retraits	(9 304)	(736)	8 844
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	(1 054)	(902)	(3 076)
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres, montant net	118	11 371	411
Émission de titres secondaires	-	-	(250)
Émission d'actions privilégiées	-	300	-
Émission d'actions ordinaires, montant net	12	2	2 916
Produit net tiré des actions autodétenues (achetées) vendues	(1)	1	8
Dividendes	(368)	(360)	(321)
Divers, montant net	87	1 878	(445)
	(10 510)	11 554	8 087
Flux de trésorerie d'investissement			
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(908)	3 499	(4 230)
Prêts, déduction faite des remboursements	(1 787)	(12 485)	(2 047)
Produit des titrisations	7 610	5 000	2 250
Achat de valeurs disponibles à la vente	(28 725)	(7 389)	(1 924)
Produit de la vente de valeurs disponibles à la vente	5 161	6 877	5 870
Produit à l'échéance de valeurs disponibles à la vente	1 155	471	4 941
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres, montant net	2 343	(10 083)	(1 605)
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	(35)	(51)	(43)
	(15 186)	(14 161)	3 212
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	8	44	20
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	(225)	12	216
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	1 558	1 546	1 457
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période	1 333 \$	1 558 \$	1 673 \$
Intérêts versés au comptant	1 554 \$	1 874 \$	2 875 \$
Impôts sur les bénéfices (recouvrés) payés au comptant	(25) \$	155 \$	846 \$

1) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et d'autres actifs incorporels.

2) Comprend les valeurs mobilières d'abord acquises à titre de valeurs du compte de négociation puis reclassées à titre de valeurs détenues jusqu'à l'échéance et de valeurs disponibles à la vente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (la « CIBC ») ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, sauf dans les cas décrits ci-après. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008, figurant aux pages 94 à 155 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

1. Modification des conventions comptables

Actifs incorporels

En date du 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté le chapitre 3064 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », en remplacement du chapitre 3062 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et du chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement ». Le nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels.

L'adoption de cette norme n'a entraîné aucune modification dans la constatation de nos écarts d'acquisition et de nos actifs incorporels. Toutefois, nous avons reclassé rétroactivement les actifs incorporels liés aux logiciels d'application d'une valeur comptable nette de 374 M\$ au 31 janvier 2009 (385 M\$ au 31 octobre 2008) du poste Terrains, bâtiments et matériel au poste Logiciels et autres actifs incorporels de notre bilan consolidé.

2. Juste valeur des instruments financiers

L'approche que nous utilisons pour évaluer les instruments financiers à la juste valeur figure à la note 2 des états financiers consolidés de 2008.

Méthode et sensibilité

Les techniques d'évaluation qui utilisent des données non observables du marché servent à certains instruments financiers, y compris nos positions sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et certaines positions non liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les cours des courtiers indicatifs dans un marché inactif et les modèles internes faisant appel aux

paramètres du marché prévus plutôt qu'aux paramètres observables, que nous considérons comme étant des données autres que du marché observable, servent principalement à l'évaluation de ces positions. Les écarts de taux observés sur le marché, là où ils existent, constituent un facteur déterminant dans le calcul des rajustements de valeur de nos expositions au risque de crédit de nos contreparties.

Lorsqu'une contrepartie n'a pas d'écarts de taux observables, nous utilisons des données de remplacement qui tiennent compte du profil de crédit de celle-ci.

Le cas échéant, pour certains garants financiers que nous considérons comme non viables, nous calculons le rajustement de l'évaluation du crédit en nous fondant sur les montants recouvrables estimatifs.

Nos expositions au risque de crédit structuré non couvert (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation) sont sensibles aux variations de l'évaluation à la valeur du marché, généralement en fonction des cours indicatifs des courtiers ou des modèles internes, tel qu'il est décrit précédemment. Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions sous-jacentes entraînerait une perte d'environ 8 M\$ dans notre portefeuille de positions non couvertes sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et 50 M\$ dans notre portefeuille de titres non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, à l'exclusion de nos positions non couvertes détenues jusqu'à l'échéance et compte non tenu de notre accord avec Cerberus Capital Management LP (Cerberus).

Une diminution de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions de crédit structuré couvertes au bilan autres que celles classées comme détenues jusqu'à l'échéance et une augmentation de 10 % dans l'évaluation à la juste valeur (avant les rajustements de l'évaluation du crédit) de tous les dérivés de crédit dans nos positions de crédit structuré couvertes entraîneraient une perte nette d'environ 273 M\$, compte non tenu de la protection de Cerberus. La juste valeur de la protection de Cerberus devrait raisonnablement atténuer toute modification de la juste valeur des positions couvertes sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Une réduction de 10 % des débiteurs, déduction faite des rajustements de l'évaluation du crédit, des garants financiers entraînerait une perte nette d'environ 237 M\$.

La perte totale nette constatée dans l'état des résultats consolidé liée aux instruments financiers, dont la juste valeur est évaluée à l'aide d'une technique d'évaluation exigeant des paramètres du marché non observables, s'est élevée à 691 M\$.

Option de la juste valeur

Les instruments financiers désignés à la juste valeur comprennent les instruments qui i) auraient autrement été comptabilisés aux résultats au coût après amortissement entraînant ainsi des écarts d'évaluation importants au sein des dérivés de couverture et des valeurs vendues à découvert comptabilisées à la juste valeur, ou ii) sont gérés selon leur juste valeur suivant une stratégie de négociation étayée, et communiqués au personnel de la direction clé.

La juste valeur des actifs désignés à la juste valeur et celle des passifs désignés à la juste valeur (à l'exclusion des couvertures) étaient de respectivement 22 154 M\$ et 8 766 M\$ au 31 janvier 2009. Les éléments désignés à la

juste valeur et les couvertures connexes ont entraîné un bénéfice net de 96 M\$ pour le trimestre.

L'incidence des changements dans les écarts de taux des prêts désignés à la juste valeur correspondait à une perte brute de 69 M\$ et à une perte de 18 M\$, déduction faite des couvertures de risque de crédit, au cours du trimestre.

L'incidence du risque de crédit de la CIBC sur les passifs en cours désignés à la juste valeur a pris la forme d'une perte de 20 M\$ au cours du trimestre.

3. Valeurs mobilières

Reclassement des instruments financiers

En vertu des changements apportés en octobre 2008 aux chapitres 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », et 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », il est permis, dans de rares circonstances, que certains actifs financiers du compte de négociation soient reclassés comme détenus jusqu'à l'échéance et disponibles à la vente. Au cours du trimestre considéré, par suite du manque d'activité sur le marché de négociation, nous avons changé d'intention sur certaines positions reclassant des valeurs détenues à des fins de négociation à titre de valeurs détenues jusqu'à leur échéance.

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs reclassés jusqu'à maintenant.

En millions de dollars, au	31 janvier 2009				31 octobre 2008	
	Reclassements du trimestre considéré		Reclassements antérieurs		Juste valeur	Valeur comptable
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Actifs détenus à des fins de négociation reclassés comme valeurs détenues jusqu'à l'échéance	- \$	- \$	5 835 \$	6 785 \$	6 135 \$	6 764 \$
Actifs détenus à des fins de négociation reclassés comme valeurs disponibles à la vente	139	139	1 073	1 073	1 078	1 078
Total des actifs financiers reclassés	139 \$	139 \$	6 908 \$	7 858 \$	7 213 \$	7 842 \$

Au cours du trimestre, nous avons constaté un bénéfice brut de 124 M\$ (389 M\$ pour les trois mois terminés le 31 octobre 2008), avant les frais d'intérêts liés au financement de 44 M\$ (46 M\$ pour les trois mois terminés le 31 octobre 2008), relativement aux valeurs détenues aux fins de négociation qui ont été reclassées comme valeurs détenues jusqu'à l'échéance et valeurs disponibles à la vente. Si le reclassement n'avait pas été effectué, le bénéfice avant impôts pour le trimestre aurait été réduit de 322 M\$ (629 M\$ pour les trois mois terminés le 31 octobre 2008) relativement aux valeurs dans la catégorie détenues jusqu'à l'échéance et de 26 M\$ (8 M\$ pour les trois mois terminés le 31 octobre 2008) relativement aux valeurs disponibles à la vente.

4. Provision pour pertes sur créances

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			
	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008	
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision totale
Solde au début de la période	631 \$	892 \$	1 523 \$	1 484 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	247	37	284	222
Radiations	(228)	-	(228)	(250)
Recouvrements	44	-	44	30
Transfert de la provision générale vers la provision spécifique ¹	3	(3)	-	-
Divers	4	-	4	37
Solde à la fin de la période	701 \$	926 \$	1 627 \$	1 523 \$
Se composent de ce qui suit :				
Prêts	701 \$	850 \$	1 551 \$	1 446 \$
Facilités de crédit inutilisées ²	-	76	76	77
				90

1) Se rapporte au portefeuille des prêts étudiants.

5. Titrisations et entités à détenteurs de droits variables

Titrisations (prêts hypothécaires à l'habitation)

Nous titrisons des prêts hypothécaires à l'habitation à taux fixe et à taux variable garantis par la création de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du programme d'Obligations hypothécaires du Canada et du processus plus récent d'adjudication de titres adossés à des créances hypothécaires assurées en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*. Nous titrisons également des actifs hypothécaires pour une structure d'accueil admissible qui détient des prêts hypothécaires canadiens. Le total des actifs de la structure d'accueil admissible au 31 janvier 2009 s'établissait à 674 M\$, dont 277 M\$ représentent les prêts hypothécaires à taux préférentiel garantis et les 397 M\$ restants constituent les prêts hypothécaires à taux quasi-préférentiel et Alt A non garantis. Nous détenons également un montant additionnel de 135 M\$ aux fins de titrisation. Les prêts hypothécaires à taux quasi-préférentiel et Alt A ne respectent pas les critères de prêt traditionnels pour être admissibles aux taux préférentiel en raison de leur historique limité de crédit ou de problèmes de crédit découlant d'événements isolés précis, mais qui ont un profil de crédit solide et un taux moyen de perte de 18 points de base au cours des cinq dernières années et un ratio prêt-garantie moyen de 75 %.

À la vente de ces créances titrisées, un gain net ou une perte nette est constaté au revenu tiré des créances titrisées. Nous demeurons responsables de l'administration des prêts hypothécaires et constatons les revenus de ces services à mesure qu'ils sont rendus.

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008
Titrisés	7 864 \$	4 931 \$	6 308 \$
Vendus	7 601	5 008	2 272
Produit net au comptant	7 610	5 000	2 250
Droits conservés	386	195	48
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	(6)	48	14
Hypothèses sur les droits conservés (en %)			
Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	3,4	3,6	3,7
Taux de remboursement anticipé / taux de remboursement	13,0 - 24,0	11,0 - 28,0	11,0 - 36,0
Taux d'actualisation	1,4 - 7,5	2,4 - 7,0	3,8 - 4,6
Pertes sur créances prévues	0,0 - 0,2	0,0 - 0,1	0,0 - 0,1

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

EDDV consolidées

Comme il est mentionné à la note 6 afférente aux états financiers consolidés de 2008, nous étions considérés comme le principal bénéficiaire de certaines EDDV, et avons consolidé des actifs et des passifs totalisant environ 881 M\$ en date du 31 janvier 2009 (109 M\$ au 31 octobre 2008).

Au cours du trimestre, nous avons fait l'acquisition de la totalité du papier commercial émis par MACRO Trust, un fonds multicédants soutenu par la CIBC. Cette acquisition a entraîné la consolidation du fonds multicédants et la constatation au bilan consolidé de 611 M\$ au titre des créances liées au financement de stocks des détaillants et des autres actifs au 31 janvier 2009.

Le tableau ci-dessous présente plus de précisions sur les actifs sur lesquels s'appuient les obligations des EDDV consolidées.

En millions de dollars, au	31 janv. 2009	31 oct. 2008
Encaisse	30 \$	- \$
Valeurs du compte de négociation	35	34
Valeurs disponibles à la vente	88	60
Prêts hypothécaires à l'habitation	135	15
Autres actifs	593	-
	881 \$	109 \$

EDDV dans lesquelles nous détenons des droits importants qui ne sont pas consolidées

Par suite du rachat de contrats de dérivés de crédit auprès d'un garant financier, nous considérons que nos positions dans des titres adossés à des créances avec flux groupés sous-jacents non couverts sont importantes. L'actif qui s'applique à ces titres adossés à des créances avec flux groupés totalisait environ 1,5 G\$ au 31 janvier 2009 et le risque maximal de perte est négligeable.

6. Capital-actions

Actions ordinaires

Au cours du trimestre, nous avons émis 0,3 million de nouvelles actions ordinaires pour une contrepartie totale de 12 M\$ en vertu de régimes d'options sur actions.

Ratios et fonds propres réglementaires

Nos ratios de fonds propres et notre ratio actif/fonds propres sont présentés dans le tableau suivant.

En millions de dollars, au	31 janv. 2009	31 oct. 2008
Fonds propres de première catégorie	12 017 \$	12 365 \$
Total des fonds propres réglementaires	18 115	18 129
Actif pondéré en fonction du risque	122 400	117 946
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,8 %	10,5 %
Ratio du total des fonds propres	14,8 %	15,4 %
Ratio actif/fonds propres	17,7x	17,9x

7. Garants financiers

Nous avons souscrit des contrats de dérivés auprès de garants financiers afin de nous couvrir contre le risque à l'égard de divers actifs de référence, y compris les titres adossés à des créances avec flux groupés et d'autres titres liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Au cours du trimestre, nous avons constaté un montant de 636 M\$ à l'égard des contrats de couverture des garants financiers dans le revenu tiré des activités de négociation. Les rajustements de valeur de ces contrats ont atteint 4,7 G\$ au 31 janvier 2009. La juste valeur des contrats de dérivés conclus auprès de garants financiers s'est établie à 2,4 G\$, déduction faite des rajustements de valeur.

En janvier 2009, nous avons échangé des contrats liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation avec un garant financier pour une contrepartie au comptant de 105 M\$ US et des actions ordinaires évaluées à 15 M\$ US, soit un total de 120 M\$, ce qui correspond à la juste valeur du montant net à recevoir au titre du contrat lié au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation à cette date. Par conséquent, nous avons réduit le montant brut à recevoir de 720 M\$ US et inscrit la réduction correspondante du rajustement de l'évaluation de crédit de 600 M\$ US. Il n'y a eu aucune incidence nette sur nos résultats du trimestre considéré.

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de juste valeur. La conjoncture et les conditions du marché qui sont liées à ces contreparties pourraient changer dans l'avenir, ce qui pourrait donner lieu à des pertes futures importantes.

8. Impôts sur les bénéfices

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs atteignait 1 971 M\$, déduction faite d'une provision pour moins-value de 64 M\$. L'actif d'impôts futurs comprend des reports en avant de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital totalisant 1 258 M\$ qui viennent à échéance dans 20 ans, un montant de 76 M\$ lié aux reports en avant de pertes fiscales canadiennes en capital n'ayant pas de date d'échéance, et un montant de 471 M\$ lié à nos activités américaines. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie de l'actif d'impôts futurs ne sera pas réalisé avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

9. Salaires et avantages sociaux

Rémunération à base d'actions

L'incidence de la variation du cours de l'action de la CIBC sur la rémunération à base d'actions réglée au comptant en vertu du programme d'octroi d'actions subalternes est couverte au moyen de dérivés. Les gains et pertes sur ces dérivés sont constatés au poste salaires et avantages sociaux de l'état des résultats consolidé. Au cours du trimestre, des pertes au titre des dérivés de 1 M\$ et de 4 M\$ ont été constatées respectivement dans l'état des résultats consolidé et dans l'état du résultat étendu consolidé.

Charges au titre des avantages sociaux futurs

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008
Régimes de retraite à prestations déterminées¹			
Régimes de retraite	20 \$	42 \$	38 \$
Régimes d'avantages complémentaires de retraite	10	11	8
	30 \$	53 \$	46 \$
Régimes à cotisations déterminées			
Régimes de retraite de la CIBC	3 \$	4 \$	4 \$
Régimes de retraite d'État ²	20	13	21
	23 \$	17 \$	25 \$

- 1) À compter du 1^{er} novembre 2008, nous avons choisi de modifier la date d'évaluation de nos obligations au titre des prestations constituées et de la juste valeur des actifs des régimes de retraite à prestations déterminées des employés pour la faire passer du 30 septembre au 31 octobre. Ce changement fait coïncider la date d'évaluation avec la fin de notre exercice et n'a eu aucune incidence sur l'état des résultats consolidé du trimestre.
- 2) Régime de pensions du Canada / Régime des rentes du Québec et *Federal Insurance Contributions Act* des É.-U.

10. Résultat par action

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2008
Résultat de base par action			
Bénéfice net (perte nette)	147 \$	436 \$	(1 456) \$
Dividendes et primes sur actions privilégiées	(36)	(29)	(30)
Bénéfice net (perte nette) applicable aux actions ordinaires	111 \$	407 \$	(1 486) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	380 911	380 782	338 732
Résultat de base par action	0,29 \$	1,07 \$	(4,39) \$
Résultat dilué par action			
Bénéfice net (perte nette) applicable aux actions ordinaires	111 \$	407 \$	(1 486) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	380 911	380 782	338 732
Ajouter : le nombre d'options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	513	1 139	2 079
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation ² (en milliers)	381 424	381 921	340 811
Résultat dilué par action ³	0,29 \$	1,06 \$	(4,39) \$

- 1) Ne tient pas compte du nombre moyen de 4 506 016 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 65,94 \$, du nombre moyen de 2 363 830 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 78,02 \$ et du nombre moyen de 850 531 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 87,69 \$, respectivement pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009, le 31 octobre 2008 et le 31 janvier 2008, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.
- 2) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul, étant donné que nous avons le droit de les racheter au comptant avant la date de conversion.
- 3) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

11. Cautionnements

En millions de dollars, au	31 janv. 2009		31 oct. 2008	
	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable
Prêts de valeurs avec indemnisation ²	34 043 \$	- \$	36 152 \$	- \$
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	6 267	16	6 249	14
Dérivés de crédit				
Options vendues	30 526	7 054	32 717	6 877
Protection vendue relativement aux swaps	3 970	303	3 892	256
Autres options vendues sur contrats de dérivés	- ³	4 272	- ³	4 334
Autres contrats d'indemnisation	- ³	-	- ³	-

1) Le montant total des sûretés disponibles relativement à ces garanties s'élevait à 36,9 G\$ (39,3 G\$ au 31 octobre 2008).

2) Comprennent le plein montant contractuel des valeurs des clients dont nous avons la garde et prêtées par la Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon, coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon.

3) Pour plus de précisions, consulter la description, aux pages 144 et 145 des états financiers consolidés de 2008.

12. Informations sectorielles

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance (y compris la Trésorerie), Administration et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au groupe Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité.

Au cours du trimestre, nous avons transféré l'incidence de la titrisation de Marchés de détail CIBC vers Siège social et autres. L'information des périodes antérieures a été retraitée. En outre, nous avons transféré le revenu tiré du contrat de sous-location de nos installations de New York de Marchés mondiaux CIBC vers Siège social et autres. L'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée.

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
31 janv. 2009	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 291 \$	78 \$	(36) \$	1 333 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	1 124	(446)	11	689
	Revenu intersectoriel¹	1	-	(1)	-
	Total des revenus	2 416	(368)	(26)	2 022
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	327	19	(62)	284
	Amortissement²	35	2	66	103
	Frais autres que d'intérêts	1 270	265	15	1 550
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	784	(654)	(45)	85
	Charge (économie) d'impôts	217	(241)	(43)	(67)
	Participations sans contrôle	5	-	-	5
	Bénéfice net (perte nette)	562 \$	(413) \$	(2) \$	147 \$
	Actif moyen³	292 724 \$	97 316 \$	(20 791) \$	369 249 \$
31 oct. 2008	Revenu net d'intérêts	1 397 \$	(37) \$	17 \$	1 377 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	969	(281)	139	827
	Revenu intersectoriel ¹	1	-	(1)	-
	Total des revenus	2 367	(318)	155	2 204
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	266	(10)	(34)	222
	Amortissement ²	28	4	29	61
	Frais autres que d'intérêts	1 335	284	247	1 866
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	738	(596)	(87)	55
	Charge (économie) d'impôts	178	(726)	164	(384)
	Participations sans contrôle	6	(3)	-	3
	Bénéfice net (perte nette)	554 \$	133 \$	(251) \$	436 \$
	Actif moyen ³	271 464 \$	87 760 \$	(16 603) \$	342 621 \$
31 janv. 2008	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 384 \$	(164) \$	(66) \$	1 154 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 025	(2 793)	93	(1 675)
	Revenu intersectoriel ¹	1	-	(1)	-
	Total des revenus	2 410	(2 957)	26	(521)
	Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	189	17	(34)	172
	Amortissement ²	28	5	29	62
	Frais autres que d'intérêts	1 325	346	28	1 699
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	868	(3 325)	3	(2 454)
	Charge (économie) d'impôts	204	(1 166)	(40)	(1 002)
	Participations sans contrôle	4	-	-	4
	Bénéfice net	660 \$	(2 159) \$	43 \$	(1 456) \$
	Actif moyen ³	255 258 \$	108 082 \$	(18 812) \$	344 528 \$

- 1) Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.
- 2) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et des actifs incorporels à durée de vie limitée.
- 3) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et c'est la mesure examinée par la direction.

13. Événement postérieur à la date du bilan

Émission d'actions privilégiées, série 35

Après le 31 janvier 2009, soit le 4 février 2009, nous avons émis 13 millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, à taux rajusté, série 35, d'une valeur nominale de 25,00 \$ l'action, pour un produit net de 316 M\$.

POUR NOUS JOINDRE :

Secrétaire général : Les actionnaires peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-3096, par télécopieur, au 416 980-7012, ou par courriel, à l'adresse michelle.caturay@cibc.com.

Relations avec les investisseurs : Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-2088, par télécopieur, au 416 980-5028, ou par courriel, à l'adresse john.ferren@cibc.com.

Communications et affaires publiques : Les médias financiers, commerciaux et spécialisés peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-4111, par télécopieur, au 416 363-5347, ou par courriel, à l'adresse marylou.frazer@cibc.com.

Services bancaires téléphoniques CIBC : Conformément à notre engagement envers nos clients, des renseignements sur les produits et les services de la Banque CIBC peuvent être obtenus en composant sans frais au Canada le 1 800 465-2422.

Présentation aux investisseurs en direct : De l'information financière supplémentaire et une présentation destinée aux investisseurs et aux analystes peuvent être consultées à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la CIBC.

Conférence téléphonique sur les résultats financiers : La conférence téléphonique avec des analystes et investisseurs sur les résultats financiers de la Banque CIBC pour le premier trimestre aura lieu le jeudi 26 février 2009, à 17 h 30 HE. Pour la conférence en français, composez le 514 868-2590 à Montréal ou le numéro sans frais 1 866 862-3907; pour la conférence en anglais, composez le 416 340-8010 à Toronto ou le numéro sans frais 1 866 540-8136 pour le reste de l'Amérique du Nord. L'enregistrement de la conférence sera accessible en français et en anglais jusqu'à minuit HE le 12 mars 2009. Pour accéder à la retransmission en français, composez le 514 861-2272 ou le 1 800 408-3053, code d'accès 3282158#. Pour accéder à la retransmission en anglais, composez le 416 695-5800 ou le 1 800 408-3053, code d'accès 3282079#.

Webdiffusion audio : Une diffusion audio en direct sur les résultats financiers du premier trimestre de la Banque CIBC aura lieu le jeudi 26 février 2009, à 17 h 30 HE, en français et en anglais. Pour accéder à la webdiffusion, rendez-vous à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la CIBC. Une version archivée de la webdiffusion sera aussi accessible en français et en anglais après la conférence à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la CIBC.

Les informations contenues dans le site Web de la Banque CIBC, www.cibc.com/francais ne sont pas réputées être intégrées aux présentes par renvoi.

SERVICE DE DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les résidents du Canada porteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de faire déposer leurs dividendes directement à leur compte, dans toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements. Pour prendre les dispositions nécessaires, veuillez écrire à la Compagnie Trust CIBC Mellon, P.O. Box 7010, Adelaide Street Postal Station, Toronto, Ontario M5C 2W9, ou envoyer un courriel à l'adresse inquiries@cibcmellon.com.

RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de la Banque CIBC qui souhaitent acquérir des actions ordinaires additionnelles de la Banque CIBC peuvent participer au régime d'investissement à l'intention des actionnaires, sans verser de commission de courtage ni payer de frais de service.

Pour obtenir un exemplaire de la circulaire d'offre, veuillez communiquer avec Compagnie Trust CIBC Mellon par téléphone, au 416 643-5500, ou au numéro sans frais 1 800 387-0825, ou par télécopieur, au 416 643-5501.

PRIX DES ACTIONS ORDINAIRES ACHETÉES EN VERTU DU RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Dates de souscription	Option d'achat d'actions	Option de réinvestissement des dividendes et options de dividendes en
3 novembre 2008	53,60 \$	
1 ^{er} décembre 2008	46,76 \$	
2 janvier 2009	51,02 \$	
28 janvier 2009		48,71 \$

